Vol 17 # 17 • Du 25 au 31 Octobre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

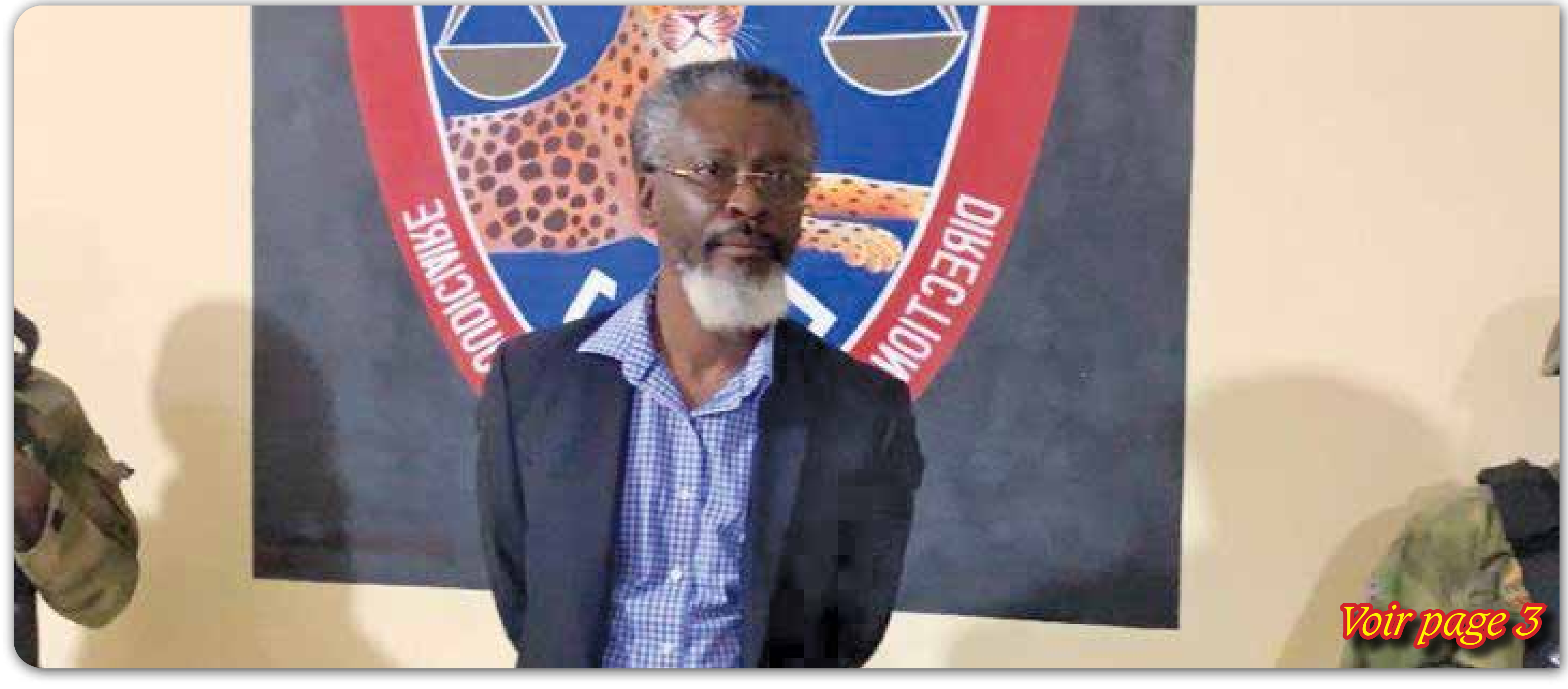
HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARIEL HENRY SE DÉMARQUE DE FÉLIX BADIO



Voir page 3

Le présumé assassin Joseph Félix Badio a été arrêté le jeudi 19 octobre 2023 dans un supermarché dans la commune de Pétion Ville

LE DÉPLOIEMENT DES FORCES KENYANES RETARDÉ



Voir page 3

De gauche à droite : le Premier ministre haïtien Ariel Henry et le ministre des Affaires étrangères Jean Victor Généus. Le président kényan William Ruto et le ministre des Affaires étrangères Alfred Mutua









Plaidoyer pour la non-ouverture de la frontière haïtienne !

Par Berthony Dupont

Le mouvement national qui se déroule sur la frontière haïtiano-dominicaine ne peut pas se résumer à une simple affaire de construction d'un canal sur la rivière Massacre. Bien qu'il existe, certes, un lien sorte de cordon ombilical entre cette construction et la lutte contre la misère et la pauvreté en Haïti.

L'imposture nationale est connue de tous depuis un bon nombre d'années, sous les pressions de l'aigle étoilé, nos gouvernements successifs ont abandonné l'agriculture du pays pour nous livrer pieds et mains liés sous la dépendance économique de la République dominicaine. Il s'agissait de créer les moyens et les conditions pour nous assujettir et nous rendre la monnaie de la pièce historique d'avoir mis fin au barbare système esclavagiste qui régnait sur cette île.

Il est évident, en effet, que le mouvement du canal marche de pair avec le projet de combattre l'insécurité alimentaire aigüe propageant dans le pays. Cette initiative pour la reconduction ou la reconstruction de notre production locale est en contradiction avec les frontières qui sont une source récurrente de tensions, de sabotage économiques et de contrebandes programmées.

Des frontières sans aucune restriction et autorités compétentes pour renforcer les décisions et les surveillances sont une source de déstabilisation pour Haïti où l'Etat est failli. Dans les circonstances difficiles actuelles, il est essentiel de s'attacher à protéger jalousement nos ressources et à favoriser notre production agricole contre le complot permanent ; puisque les classes dirigeantes de la République dominicaine ne se sont guère montrées face à notre pays qu'elles sont des partenaires économiques fiables.

En ce sens, tenir fermées nos frontières pour barrer la route à tout trafic même celui de la migration illégale est une nécessité. Aujourd'hui, elle est devenue même prioritaire pour nous dans ce contexte de la reprise en main de notre production nationale grâce au projet de canal d'irrigation.

Pour que ce projet ait une importance signifiante comme le veulent les paysans du Comité agricole de la plaine Maribahoux, il faut qu'il représente non seulement un catalyseur de développement, mais aussi une totale rupture avec les mauvais procédés du passé. On ne peut pas à la fois construire nos propres moyens pour irriguer nos terres et continuer à tolérer, sinon faciliter, l'envahissement de notre territoire par des produits dominicains. Cette légèreté exige un point final. La preuve est là, avec le soi-disant marché binational. Il n'est qu'une illusion, puisqu'il n'y avait qu'un marché unique fonctionnant que du côté dominicain, le pays dominant. Voilà pourquoi le marché du pays dominé à Ouanaminthe est traité en parent pauvre, abandonné, rien de comparable avec celui de l'autre côté du Pont, à Dajabon.

Ce n'est pas par hasard que les oligarques, les compradores et leurs laquais de la classe politique traditionnelle n'ont pas apporté leur plein soutien à l'initiative du canal car c'est contraire à la philosophie de leur patron l'impérialisme américain.

Aux logiques des dirigeants de la République voisine et de ceux des réactionnaires haïtiens au pouvoir, s'oppose une autre, celle du peuple-travailleur. Car le mot d'ordre des paysans est : le canal ne s'arrêtera pas !

Toute initiative générant son propre mot d'ordre, son propre slogan « KPK : Kanal la pap kanpe » illustre qu'un mouvement est bien né, un mouvement d'indépendance qui ne va pas s'arrêter ! Et l'essence de ce mouvement révolutionnaire reste justement à consolider politiquement et à renforcer davantage.

Il faut continuer à empêcher la circulation des produits dominicains sur l'ensemble de la frontière pour protéger notre production nationale. Tout comme l'a fait la République voisine, nous devons pour le moment systématiquement interdire toute entrée et ce, sous aucune condition de produits dominicains en Haïti.

Cela ne doit pas être une action fantaisiste, mais elle doit relever d'un grand mouvement de protection agricole de façon à empêcher tout complot de sabotage et de façon à transformer notre économie nationale au niveau de l'agriculture.

Vu les complicités de l'Etat central, l'actuel régime ne saurait prendre une telle mesure. Cette tache revient aux maires qui ont montré leur solidarité au projet. Ils peuvent déclarer interdit tout achat de produits dominicains pour revendre en Haïti. Et la fermeture de nos frontières demeurera inviolable à tout un chacun, sauf pour des cas d'urgence.

Ce serait un gage de souveraineté, de révolte et de dignité pour notre pays, symbole de la résistance face au système colonial, si en ce moment précis de la construction de notre premier canal, tous nos postes frontaliers restaient fermés jusqu'à nouvel ordre. Le message serait clair que nous ne sommes pas disposés à nous soumettre à leur diktat ni à leur obsession de coloniser la première république africaine libre et indépendante du continent.

L'heure est venue de rendre au peuple le pouvoir d'agir et de décider. Pour avoir l'espoir de gagner une bataille, il faut commencer par l'organiser et par prendre des positions adéquates, drastiques, catégoriques qui conviennent au bénéfice du peuple et du pays.

Ce n'est pas avec Ariel Henry et consorts de la soi-disant opposition que des solutions seront trouvées pour la renaissance d'Haïti. C'est au contraire sans cette classe politique et contre elle qu'on doit agir. Il faut une rupture, notamment, avec ces deux ailes d'une même politique pourrie des élites capitalistes qui continuent à assassiner le pays. L'exigence d'une rupture totale avec ces assassins de Jean-Jacques Dessalines est indispensable et sera la clef absolue de toute réponse conséquente à la situation actuelle du pays.

Mobilisons-nous partout, de Ouanaminthe à Les Irois, paysans, travailleurs, ouvriers, jeunes et moins-jeunes, pour finir avec cette honte nationale. Le moment est venu de réaliser l'unité nationale pas seulement pour construire un canal mais pour chasser l'élite anti-haïtienne, antinationaliste qui dirige le pays depuis le coup d'Etat du 17 octobre 1806 et l'assassinat du Père de la patrie, de façon à construire une véritable Nation et créer une société plus juste, prospère et humaine.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le déploiement des forces kenyanes retardé



Les forces robustes kenyanes


La cheffe du BINUH Isabel Salvador


L'avocat et opposant Ekuru Aukot

Par Marie Laurette Numa

Le gouvernement haïtien est impatient puisque les forces robustes demandées par le Premier ministre de facto Ariel Henry et son ministre des Affaires étrangères Jean Victor Généus tardent encore d'arriver. La cheffe du BINUH Isabel Salvador a plaidé pour sa part en faveur du déploiement de la mission multinationale de soutien à la réunion du conseil de sécurité qui a eu lieu le 22 octobre 2023

Trois semaines après que le Conseil de sécurité de l'ONU ait donné son feu vert au déploiement d'une mission multinationale non-onusienne dirigée par le Kenya soi-disant pour venir en aide à la police haïtienne, un tribunal kényan a pris la décision de justice en suspendant le déploiement de cette force d'unmillier de policiers en Haïti, dans le cadre d'une mission onusienne mais parrainée par les Etats-Unis.

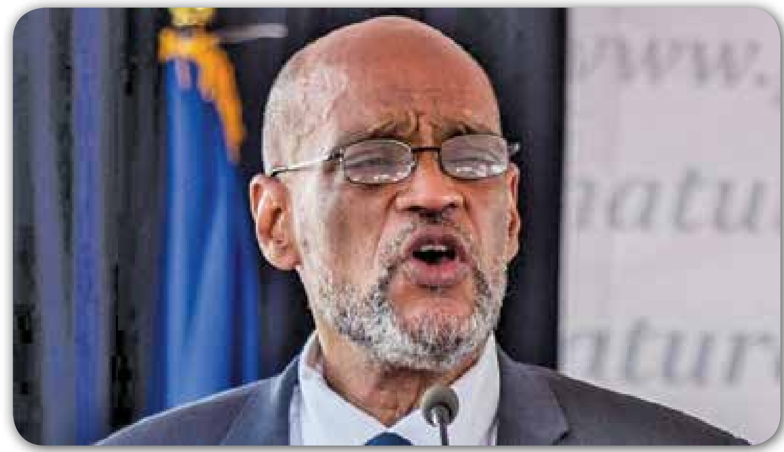
La Haute cour de Nairobi avait suspendu le 9 octobre cette décision dans l'attente de l'examen d'un recours déposé par l'avocat et opposant Ekuru Aukot, qui soutient que ce déploiement est inconstitutionnel.

Maintenant c'est le tour du juge Mwita qui a ordonné aux parties concernées de déposer leurs documents judiciaires et de comparaître devant le tribunal pour les mettre en évidence le 9 novembre prochain.

Les détails de cette mission en Haïti ne sont pas encore finalisés et le Parlement ne l'a pas encore votée, comme l'exige la constitution.

Des citoyens du Kenya continuent de manifester contre cette décision qui selon eux viole la constitution kenyane.

Ariel Henry se démarque-t-il de Félix Badio ?



Le Premier ministre de facto haïtien Ariel Henry


Le juge d'instruction Walter Wesser Voltaire

Par Isabelle L. Papillon

Au retour de sa visite de 3 jours au Canada où il était pour participer au premier Sommet Caricom-Canada, et au Mexique où il a été invité par le président Andrés Manuel López Obrador à un Sommet sur le Développement et la Migration à Palenque dans l'État du Chiapas, au Mexique, le premier ministre de facto haïtien Ariel Henry, lors d'un point de presse tenu à l'aéroport Toussaint Louverture semble se débarrasser de son ami Félix Badio accusé de complicité dans l'assassinat du président Jovenel Moise.

En effet, le Premier ministre a félicité la police nationale d'Haïti (PNH) en ces termes : *« J'applaudis la PNH pour ce grand coup effectué, en procédant à l'arrestation de Félix Badio. Il s'agit d'un grand pas dans l'avancement de l'enquête sur l'assassinat du président Jovenel Moïse »*.

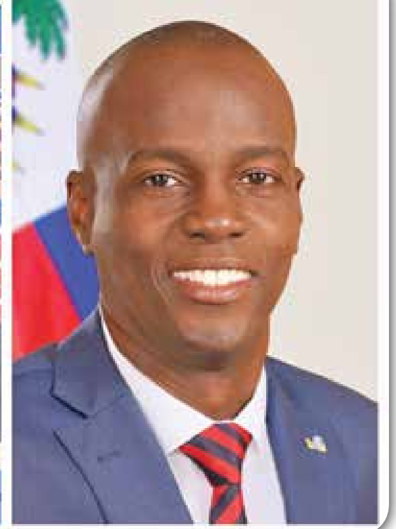
Le présumé assassin Joseph Félix Badio a été arrêté le jeudi 19 octobre 2023 dans un supermarché dans la commune de Pétionville. Selon le Premier ministre cette arrestation a eu lieu *« à l'insu du Haut Commandement de la Police Nationale »*. N'est-ce pas une façon de dire que cette nouvelle l'a profondément surpris, car il semblerait que l'avis de recherche contre Badio était symbolique pas réel.

Pris de saisissement, le Premier ministre qui était au Canada n'a même pas fait un message et la Primature également est restée muette.

Cela explique que l'événement de ce 19 octobre n'a pas été une victoire pour certaines personnalités politiques complices de l'assassinat du 7 juillet 2021. A ce compte, il est juste et clair que les circonstances dans lesquelles le présumé a été arrêté relève du pur hasard car il est évident qu'il n'y avait aucune recherche contre lui..

Si le commissaire de la police de Pétionville Ernst Dorfeuille a réussi ce coup, c'est grâce à l'astuce vigilante de l'employé d'un supermarché d'où sortait sans doute Badio et qui a facilité la scène, faisant en sorte de bloquer ce dernier, ce qui en dernière analyse a en fait forcé le commissaire Dorfeuille qui était incidemment sous les lieux à agir. Sans cela, Badio serait retourné chez lui bien tranquillement, sans risques aucun. Le crédit de ce grand coup n'est donc pas à mettre au compte du policier mais bien également à l'employé qui a pris sa responsabilité pour rendre service à la nation.




Joseph Félix Badio et le président Jovenel Moïse


Le commissaire de la police de Pétionville Ernst Dorfeuille

Dans la même veine, le dimanche 22 octobre 2023 à Fort-Jacques dans une résidence de Joseph Félix Badio à Fort-Jacques, cinq personnes, dont trois avocats membres du barreau de Mirebalais ont été arrêtées. Il s'agit de Eddyson Alexandre, Markenson Jean Charles et Jeppson Limage. Ils ont été interceptés par des riverains qui les ont remis à la police en train de récupérer certains effets personnels de Badio. Ces individus sont gardés à la Direction centrale de la police Judiciaire (DCPJ) pour des suites nécessaires les concernant.

Par ailleurs, le mardi 24 octobre, le juge Walter Wesser Voltaire qui instruit le dossier de l'assassinat de Jovenel Moise a auditionné Badio et juste après cette interrogation, ce dernier a été transféré de la DCPJ au Pénitencier National.

Le Premier ministre Ariel Henry a une certaine époque avait nettement déclaré que son ami Badio n'a pas la capacité, ni les moyens financiers d'orchestrer un tel crime. Cette fois, Ariel n'a pas pris la défense de Joseph Félix Badio. Est-ce que cela signifie que le Premier ministre a lâché Badio dans son rond avec la justice.

Un apprentissage contextuel et éthique en guise de modèle d'aide à la décision



Par Erno Renoncourt

À l'occasion de la journée mondiale de la statistique qui sera célébrée le 20 octobre prochain, nous proposons d'aborder la troisième partie de notre réflexion sur le triangle stratégique insignifiant de la gouvernance haïtienne à l'aune de l'un des thèmes clés retenus pour célébrer cette journée en Haïti. **Comment les données statistiques peuvent-elles être utilisées de manière efficace pour évaluer et améliorer la transparence et la responsabilité dans le processus décisionnel haïtien ?**

Pour cette question, nous formulons l'objectif de faire émerger un modèle contextuel d'aide à la décision qui explicitera ce « comment » et qui pourra, selon sa pertinence, servir de référence pour des discussions approfondies dans les milieux de la gouvernance publique et d'entreprise du pays. Si tant est qu'ils aspirent à un profond désir de changement te de réforme de leur stratégie d'insignifiance.

Cadrage de la thématique

Voilà un thème qui soulève une problématique en apparence rébarbative, mais pourtant combien mal appropriée dans le contexte de la prise de décision en Haïti. La problématique est manifestement rébarbative, car tout un chacun sait que pour décider il faut des **données** structurées sous forme **statistique,** lesquelles seront **exploitées** dans un certain contexte (évaluation, optimisation) de **responsabilité** professionnelle ou personnelle, avec plus ou moins de **transparence**. Pourtant, elle n'est pas moins mal assimilée par les décideurs haïtiens de la gouvernance publique et d'entreprise, puisque depuis plus quelques bonnes années le pays figure dans la liste des mauvais élèves de la bonne gouvernance. Et si les indicateurs de la bonne gouvernance sont mauvais, cela traduit objectivement des niveaux de défaillance dans le processus décisionnel qui oriente l'action publique haïtienne.

Mais quelles peuvent être les défaillances qui entachent la mécanique décisionnelle haïtienne ? À quel niveau le processus grince-t-il ? Les mauvais indicateurs du pays en matière de bonne gouvernance, traduisent-ils une incapacité des décideurs haïtiens à prendre de bonnes décisions en matière de politiques publiques ?

Empressons-nous de dire que la valeur d'une décision ne s'évalue pas en termes binaires de bonne ou mauvaise, de rationnelle ou d'irrationnelle. D'ailleurs, la complexité du contexte de la prise de décision rend incertaine la quête d'une décision qui serait la bonne. De fait, il est admis que la rationalité du décideur est toujours limitée. Face à ce flou dans lequel est noyé la finalité de l'acte de décider et qui rend improbable toute "bonne décision" comme une limite inaccessible, chacun se permet des degrés de libertés qui tentent davantage à dénaturer, sinon à trivialiser le processus décisionnel plutôt qu'à le baliser pour réduire les incertitudes qui limitent sa rationalité.

Problématisation

Dès lors, la problématique des données statistiques et de leur exploitation efficace pour évaluer et améliorer la transparence et la responsabilité dans le processus décisionnel haïtien nécessite d'être problématisée pour faire émerger **un sens** partagé autour de **la valeur des données** et autour même de **l'acte de décider**. Cette construction du sens est d'autant plus nécessaire qu' « elle est la valeur qui permettra d'accepter ou de rejeter[1] » la décision. Parce que quand on décide, que ce soit dans le cadre d'une responsabilité personnelle et encore plus collective, cela induit toujours des conséquences pour autrui. Alors la prudence voudrait que tout décideur apprenne à objectiver la qualité du contexte de sa prise de décision. Car c'est la valeur de ce contexte qui donnera du sens à la décision même si elle devait se révéler mauvaise ultérieurement.

Nous avons fait jaillir le contexte comme premier jalon éclairant pour cheminer vers la démarche qui doit optimiser le processus décisionnel haïtien. Mais qu'est-ce qui structure ce contexte ? Quel contour le délimite ? Comment savoir quand on s'en éloigne ?

Vers une modélisation contextuelle de la décision

Pour structurer le contexte de valeur qui doit donner du sens à un processus décisionnel, commençons par expliciter les éléments qui participent à ce processus. A cet effet, appelons que, dans le cadre des sociétés humaines, tout processus décisionnel implique :

Un lieu humain, se trouvant dans une situation problématique (critique) à un moment donné, au regard d'un certain nombre de critères ;

Un acteur décisionnel, bénéficiant d'une légitimité l'habilitant à agir pour faire évoluer cette situation problématique vers une situation plus satisfaisante pour ledit lieu humain.

Précisons que la dimension critique de la problématique, par ses éruptions de crises, suggère l'imminence de la décision. En effet, on se rappellera que l'étymologie grecque du mot crise est *Krisis* qui signifie jugement, décision. Donc quand une problématique devient critique et qu'il y a crise, c'est parce qu'une décision est imminente. En conséquence, si la décision prise facilite la récurrence et la durabilité de la crise, c'est que ce processus est défaillant. C'est manifestement ce que nous vivons en Haïti : les crises suivent un cycle récurrent, sinon permanent. On peut déjà noter que c'est une mauvaise approche scientifique de parler de crise[2] en Haïti, et de vouloir appliquer les procédures conventionnelles et normatives de la bonne gouvernance. Car en appliquant de possibles bonnes solutions à un faux problème (mal connu, mal diagnostiqué, mal pensé, mal documenté), on ne fait que compliquer la complexité. Notre propos est de montrer que la défaillance du processus décisionnel haïtien est en amont une défaillance humaine.

En effet, comme nous venons de le voir, un processus décisionnel implique : un lieu humain soumis à une problématique critique, un acteur décisionnel investi d'une légitimité pour conduire l'action collective au nom et au bénéfice de ce lieu humain. A partir de ces deux entités, faisons ressortir les interactions et les rétroactions. Qui dit lieu humain, dit relations humaines, cohésion sociale, activités organisationnelles, centre d'intérêts communs et valeurs collectives partagées. Qui dit acteur décisionnel dit motivation personnelle, culture, niveau d'imagination et indépendance d'esprit. Le contexte du processus décisionnel est objectivement structuré par ces différents éléments qui se déploient autour de trois piliers formant un triangle stratégique dont les sommets sont le lieu humain, la problématique et l'acteur décisionnel. Il va de soi que la valeur de la prise se décision se mesure au respect de la préservation de la cohésion de ce lieu et de la protection du socle de l'intérêt collectif. On peut déjà admirer la pertinence de la démarche contextuelle : En partant du jalon de valeur pour construire le sens du processus décisionnel, nous avons mis en lumière des éléments structurants qui peuvent rigoureusement modéliser le processus de la décision : un **lieu humain** sous-tendant des liens de cohésion, des valeurs partagées, des intérêts collectifs ; une **problématique critique**, Un (ou plusieurs) acteur (s) légitime (s) (compétence technique, compétence humaine[3]) dans des jeux de rôles décisionnels engageant leurs responsabilités à travers leurs intentionnalités et leurs motivations.

On peut structurer la prise de décision comme processus dimensionné par quatre variables : **Processus Décisionnel** (**Lieu Humain**, **Problématique Critique**, **Acteur Légitime**, **Valeur Recherchée**). Autour de ces quatre variables se tisse tout un ensemble complexe de liens épars, diffus, tendus, confus, mais solidaires, soumis à des contraintes qui font surgir des conflits entre les individus et la société. D'où l'impérieuse obligation pour le décideur de prendre en compte ces conflits dans sa prise en charge de la problématique critique pour chercher à les atténuer, en orientant le plus que possible son processus décisionnel vers un socle de valeurs partagées et le respect de l'intérêt collectif. Voilà la modélisation à partir de laquelle nous proposons de regarder la problématique de l'exploitation des données statistiques pour l'évaluation et l'optimisation du processus décisionnel haïtien en termes de transparence et de responsabilité.

En finir avec le mythe des données et la statistique comme anoblissement de l'improvisation ou de la corruption

Et oui, j'entends gronder l'étonnement des experts statisticiens, experts économistes, experts en gouvernance de données et en e-gouvernance, tous experts non contextuels, qui demandent : mais où est l'argument statistique ? Où sont les données ?

Si on se tient au mythe de la gouvernance en vogue dans le monde, et enseigné dans les grandes écoles de la statistique et de l'économie appliquée, ma modélisation est branlante, car elle oublie les données probantes comme argument statistique de toute prise de décision. D'autant plus que le dogme de la bonne gouvernance résonne comme un évangile partagé : Pas de décision intelligente, pas d'évaluation performante sans données probantes. Tel est en effet le postulat le plus assimilé par les praticiens du suivi et de l'évaluation et véhiculé par les stratèges de la prise de décision dans les organisations du monde entier. Ce postulat est si bien répandu dans les organisations (notamment haïtiennes), qu'il a nourri l'illusion d'un triangle vertueux porté par des axes de certitudes performantes : Décision, Données et Évaluation.

Notre modèle, basé sur une approche contextuelle du processus décisionnel, cherche justement à prouver l'incomplétude de ce triangle vertueux. Car, celui-ci laisse croire que "l'intention de la prise de décision précède la recherche d'informations" et s'autorise à solliciter l'évaluation en dernier recours pour valider le cycle des résultats. Et c'est là hélas une confusion (voulue) qui délégitime le processus décisionnel intelligent qui lui repose sur une recherche permanente et intranquille de l'information qui doit précéder la décision et par laquelle le décideur cherche à apprendre de son écosystème. Et pour cause car, si comme Galilée l'a postulé, la nature est écrite en langage mathématique, s'y plonger avec attention peut offrir de vertueux apprentissages. Et c'est cette approche apprenante et intelligente qui oblige le décideur, en quête de construction de sens et de production de valeur de cohésion pour le lieu humain pour lequel il décide, à se mettre en posture d'anticipation et de veille pour capter les signaux faibles qui lui permettront de décider dans le respect des valeurs de l'écosystème sans attendre la catastrophe. Dans cette posture de veille anticipative et de recherche de signaux faibles, l'évaluation est permanente, car elle doit décider de la valeur de l'information pour prévenir. Puisqu'après tout gouverner, c'est prévoir. Dans cette posture, le décideur s'ouvre à la pensée critique et ne travaille pas qu'avec ceux qui lui disent qu'il est beau et intelligent, car il sait que l'intelligence de son processus décisionnel repose sur sa capacité à estimer (évaluer) sans cesse la valeur de plusieurs scénarios contraires.

Il va de soi que les décideurs haïtiens n'ont pas l'esthétique pour de telles postures. Et pourtant, cette incapacité des décideurs haïtiens à tenir cette posture de veille anticipative qu'éclaire la pensée critique est la grande faille qui invalide le processus décisionnel du pays et l'oriente vers cette culture managériale indigente matérialisée par trois syndromes :

1. **Le syndrome du management de l'agitation angoissante par la gestion permanente de l'urgence**. Ce management entraine les institutions dans une culture de l'incomplétude et de l'improvisation où l'on apprend à se contenter du minimum insignifiant confortable qui finit par devenir une culture de la routine invariante ;
2. **Le syndrome du management de l'insignifiance et aux missions non maitrisées**. Ce management multiplie des réunions incessantes qui ne débouchent sur aucune décision, et commande un nombre croissant de rapports illisibles, inintelligibles et inexploitables pour la prise de décision ; car il n'y a aucune maitrise du contexte problématique et donc de la mission de gouvernance.
3. **Le syndrome du management de l'entre soi et de la culture de l'allégeance**. Ce management, parce que maitrisant mal sa mission, entraîne les organisations dans une culture de la soumission, de redevances, où l'on récompense, non pas ceux qui sont les plus talentueux et les plus compétents, mais ceux qui ne contredisent pas le management, ceux qui font allégeance à sa médiocrité, ceux qui lui vouent loyauté.

Dans ce contexte managérialement défaillant, la statistique ne peut être qu'un outil d'anoblissement de l'improvisation et/ou de la corruption. Son rôle va se limiter à justifier la prise de décision à partir des résultats des activités mises en œuvre. Or, l'évaluateur doit, avant d'analyser les données, s'efforcer de comprendre la logique de leur production et de leur génération. Et pour cela, il doit au-delà des données des résultats, évaluer tout le processus ayant conduit à la matérialisation des données. Car le vrai but de l'évaluation n'est pas de célébrer l'activité, mais de faire germer un apprentissage pour la connaissance et l'innovation[4].

Faut-il rappeler qu'en Haïti, dans les agences de renforcement institutionnel et les ONG fournissant conseils, assistance et expertise au processus décisionnel du pays, c'est le culte de la célébration qui est le modèle dominant pour l'évaluation. D'où l'imposture de la gestion axée sur les résultats célébrée (GAR) par ce management. Grace à ce mythe, GARé dans les parcs d'obsolescence de la pensée complexe, beaucoup de décideurs haïtiens vivent dans la certitude que faire appel à un statisticien pour évaluer leurs projets (recherche, étude, projet social) doit se limiter à l'analyse des données des activités qui cristallisent les résultats obtenus. Er par une confusion de terme, ces résultats sont souvent présentés comme la performance que l'outil statistique doit prouver et justifier. Notons que performer vient de l'anglais *to perform* qui signifie accomplir, exécuter, et pourtant le commun des mortels voit dans la performance une mesure de l'excellence. Donc la performance que célèbre la gestion axée sur les résultats n'est que le déroulement du cycle de la décision, et non sa valeur. Pour évaluer la valeur d'un processus décisionnel, les résultats des activités ne suffisent pas, il faut remonter toute la chaine de la production des données. Chaine qui remonte, complexité oblige, jusqu'à l'intentionnalité du décideur : a-t-il vraiment la volonté de prendre une décision pour résoudre la problématique dans le sens de la cohésion et de l'intérêt collectif du lieu humain concerné.

Et c'est là que notre modèle s'avère être une alternative pertinente pour évaluer et optimiser le processus décisionnel haïtien, car il postule que les données statistiques ne peuvent améliorer la transparence et la responsabilité d'un processus décisionnel que si le processus décisionnel en question a un sens et donne lieu à une recherche de valeur pour celui qui le pilote et pour ceux qui sont concernés par cette décision. Deux questions peuvent servir d'exemple de cas pour évaluer la qualité du processus décisionnel haïtien : on peut juste se demander si la majorité des Haïtiens qui se mobilise autour du visa Biden pour quitter le pays se soucie de ce que fait l'actuel gouvernement ? De même, on peut se demander si l'actuel gouvernement, qui encourage les gens à partir pour qu'ils envoient des devises à leurs proches pris au piège dans le shithole (puisque tous ne peuvent pas partir), se soucie de prendre des décisions qui peuvent assurer la cohésion du pays et donner envie de l'habiter ?

Tout cela pour dire que les données statistiques n'ont aucune valeur en elles-mêmes ; elles ne prennent sens que dans un contexte humain qui est contraint par des problématiques, pour lesquelles des activités sont mises en œuvre par des décisions. L'intelligence de ces décisions dépend des liaisons entre l'intelligence du climat d'affaires (cohésion sociale), l'imputabilité des activités des organisations (cohérence organisationnelle) et l'intégrité des acteurs métiers de ses réseaux socio-professionnels (engagement pour habiter son pays dignement). On retrouve la fameuse reliance par SOI formant le tryptique Société, Organisation, Individu.

Beaucoup de décideurs haïtiens se contentent de magnifier les dogmes normatifs de la statistique (comme ils

Ayiti !

Ayiti se bèl lanmè, se bèl montay ak bèl rivyè
Se bèl plaj ak pye kokoye
Bèl peyisaj ak bèl koulè
Ayiti se sant kafe k'ap monte nan nen m le maten
Se sant lawouze k fèk poze
Pou flè dizè ka boujonnen

Ayti se Basen ble, Kaskad Pichon avèk Sodo
Se Akaden, La Sitadèl, se Labadi ak Marigo
Ayiti se Lavale, se Pòsali ak Zabriko
Se mòn Lasèl, Pik Makaya
Se Mamlad ak mòn Pil Bowo

Ayiti s'on dous makòs, se yon ponyen pistach griye
S'on ji kole ki pou banm fòs
S'on boutèy kola byen glase

Ayiti s'on bon griyo, s'on bon fritay, on bon taso
S'on bon legim avèk sirik, s'on bon diri avèk lalo
Ayiti s'on bon bouyon, s'on soup joumou ak tout piman
S'on bon kasav avèk manba

Ou ka tranpe nan akasan
Ayiti s'on bon donmbwèy k'ap marinen n'on bon sòs pwa
S'on bwa kockon, on bon kleren
Ayiti s'on bon Kafe diswa

Ayiti cheri pou jan mwen renmen w
Mwen vin depose ti kè mwen nan men w
Ayiti cheri pou jan m'adore w
Pa gen anyen k'ap jan m fè mwen kite w

Ayiti s'on bèl mizik, s'on bann a pye, s'on twoubadou
S'on son kata seremoni, yon son kwachi, yon son tanbou
Ayiti se tè ogou, se tè zansèt kite pou nou
Se la lesklavaj t'aboli
S'on tè libète ak vodou
Ayiti se festival, se ti sourit, se fèt chanpèt

S'animasyon nan Kanaval
Se yon ti zil k pa janm frèt
Ayiti se yon bezig, s'on domino, s'on bon twasèt
S'on reveyon kote ki gen bouyon
Se la k gen kenbe tèt
Ayiti se yon konbit peyizan kap sèkle latè
Se ti machann yo kap desann
Pou y'al goumen ak lavi chè
Ayiti se timoun yo k'ap reve de yon bèl avni
Se dlo rigòl la k'ap desann
Pa konn kote l pral ateri
Ayiti se anba tant lan depi apre 12 janvye
Se labou k lev'on move sant chak lè on ti lapli fin tonbe
Ayiti se sou beton'an pou konn "La vrai Réalité"
Se youn ki tris mwen gras a Dye
Se pa li sel man n'ka chante

Ayiti se yon manman ki konn sa yo rele doulè
On fanm ki djanm, on fanm vanyan
Menm si l konnen li pa parfè
Ayiti se yon bèl fanm ki menm si l pase anpli mizè
Li toujou f'on jan l renje kò l
Pou tout piti li toujou fyè
Ayiti se tout bagay sa yo ki fè ke nou renmen w
E menm si wout la long konnen n'ap toujou la pou n kenbe men w

Ayiti cheri w mèt kwè m
Pa gen anyen k'ap fè m kite w
M'ap toujou la pou ou cheri
Kite mizik sa dòlote w
Pap janm Kite w

Mikaben

Samdi 28 oktòb: Selebrasyon Jounen Entènasyonal Lang ak Kilti Kreyòl



le font en ce 20 octobre décrété journée mondiale de la statistique) pour justifier la réalisation (performance) de leurs activités, mais ils n'ont pas l'intelligence et les compétences (technique et éthique) pour chercher à les relier au contexte problématique pour lequel ils décident. Or, on ne peut évaluer des décisions en se focalisant uniquement sur les données des activités. Il faut questionner la cohésion du contexte humain où la prise de décision doit se faire, son modèle de valeurs, l'indépendance, l'intégrité et la légitimité des acteurs décisionnels. La statistique n'est qu'un sous-produit des activités humaines. Celles-ci ne sont que l'opérationnalisation de ce qui est codé dans le génome processuel de l'écosystème humain (valeurs, culture, intentionnalité, motivations) et les données ne sont que la matérialisation des rapports et des liens entre les entités habitant un certain lieu humain.

L'éthique comme apprentissage pour la prise de décision

La valeur d'un processus décisionnel n'est pas que dans ses données d'activités. Elle est au cœur de tout le cycle des données du contexte problématique que confronte un certain lieu humain et pour lequel des individus légitimes et intègres doivent trouver la bonne posture de transparence et de responsabilité en puisant dans leurs valeurs pour s'aligner sur les valeurs de l'écosystème global. Contexte et valeurs sont les deux dimensions structurantes de tout processus décisionnel intelligent. Les données statistiques ne peuvent devenir vecteurs de connaissance (transparence, responsabilité) pour la décision innovante que si tout l'écosystème que forme ce lieu humain est connecté et se meut dans une reliance qui garantit la cohésion sociale par l'engagement de soi. C'est là la base des communautés apprenantes. On ne s'engage collectivement les uns pour protéger les autres que si on a conscience de partager les mêmes valeurs et d'habiter un lieu pour lequel on a le même intérêt.

C'est dans cet enchaînement synchronisé que chaque maillon d'un écosystème s'inscrit comme gradient de valeur de la boucle qui assure la dynamique globale que se trouve la valeur résiduelle du processus décisionnel. C'est de là que vient la pertinence de l'axiome de l'intelligence éthique que nous magnifions comme brèche d'un potentiel transformationnel porteur d'innovation pour les écosystèmes défaillants. On peut donc formuler l'affirmation qui balise notre modèle d'optimisation du processus décisionnel haïtien comme un prolongement de notre engagement TIPÉDANT : L'action intelligente pour l'innovation, dans un écosystème, n'est possible que si les processus décisionnels, qui la supportent, s'articulent autour d'une maitrise du contexte problématique pour donner lieu à des choix estimés selon des critères de valeurs ouverts à une évaluation complète et permanente.

Comme on peut le voir, le processus décisionnel ne saurait se résumer à une affaire de données statistiques. Croire qu'il suffit mettre en œuvre des activités et de les faire valider par un recours aux statistiques pour atteindre la performance de la bonne gouvernance est une erreur à l'origine de bien de déconvenues managériales et de de lourdes défaillances organisationnelles. **La vraie performance décisionnelle se construit dans le prolongement d'un cycle structuré et dimensionné où s'imbriquent toutes les entités de l'écosystème autour de son système de valeurs et de mesure : Contexte et stratégie, processus et activités, métiers et procédures, parties prenantes décisionnelles et acteurs opérationnels, valeurs et culture.**

D'où le concept d'écosystème des données qui s'impose chaque fois qu'on veut trouver les variables d'action pour agir dans la complexité. C'est seulement ainsi, loin de toute improvisation, de toute précipitation, de tout déni méthodologique, de tout refus d'aborder la complexité, de toute peur des incertitudes que l'action humaine peut générer des données contextuelles qui se prêtent à une évaluation méthodique et scientifique pour extraire les retours d'expérience enrichissants comme vecteurs mémoriels de connaissance pour l'écosystème. C'est la structuration de ce cycle d'apprentissage en démarche d'amélioration continue, par la richesse de l'évaluation, qui le rend transférable et transmissible comme modèle d'intelligence pour agir dans la complexité. Mais ce modèle d'intelligence ne prend forme que dans une boucle d'intranquillité qui cherche à contextualiser la connaissance, problématiser le réel et objectiver les contraintes pour faire émerger l'innovation comme l'espérance d'un possible transformationnel dans un écosystème livré à l'invariance.

Qui en Haïti possède la disponibilité épistémique, pragmatique et éthique pour soutenir ce modèle décisionnel TIPÉDANT qui s'apparente à ce qu'Érasme appelait "une folie visionnaire et généreuse" ?

Erno Renoncourt, 18/10/2023

----

1 René Auclair, Valeurs, prise de décision et action sociale, 1995.
2 Edgar Morin, Pour une crisologie. In: Communications, 25, 1976. La notion de crise. pp. 149-163.
3 Humbert Lesca, Nicolas Lesca, Les signaux faibles et la veille anticipative pour les décideurs, 2011, Lavoisier.
4 Daniel L. Stufflebeam, l'évaluation en éducation et la prise de décision, 1980, NHP.

Leta Ayiti: se bouche nen!

Nan yon peyi toutbon, kote ki gen leta, kote genyen moun k ap viv, epi moun k ap dirije ak onètete, yon minis lajistis t ap bay demisyon l, apre yon atanta ki fèt nan peyi l. Minis la t ap estime, si li te travay pibyen sa pa t ap rive konsa, lapolis te kaoab gentan antisipe zak malonèt sa e ampeche mete lavi moun andanje.

An Ayiti, Aryiel Henry, Nesmy Manigat, Emmelie Prophète ak yon dal lòt ensinyifyan ap kaka sou yo, sal tout kò menm enstitisyon yo depi 2 zan nan peyi a. Moun sa yo pa janm jwenn disponibilite pou omwen y al fè twalèt yo.

Sa k pi tris la yo jwenn moun nan medya yo, nan inivèsite yo k ap di yo santi bon.

Mirlande Manigat denonse kidnapin sekretè jeneral HCT a

Devan Konsèy Sekirite Nasyonzini an, Mirlande Manigat denonse kidnapin sekretè jeneral HCT a. Nan yon rankont ki te òganize atravè Zoom, prezidan Gran Konsèy Tranzisyon an (HCT), Mirlande H. Manigat, eksprime enkyetid li sou sitiyasyon sekirite nan peyi a devan Konsèy Sekirite Nasyonzini an. Li te tou pwofite fòtman kondane kidnapin sekretè jeneral HCT a, Antony Virginie Saint-Pierre, nan dat 18 oktòb 2023 ki sot pase a.

Repiblik Dominikani se yon wout pou trafik zam an Ayiti

Dirijan Repiblik Dominikani yo patikilyèman Kolonèl Freddy Soto Thormann Direktè Kò Espesyalize Sekirite Tè Fwontyè (CESFRONT), demanti akizasyon ekspè Komite Nasyon Zini ki fè konnen nan yon rapò : zam fannfwa fè transit nan Repiblik Dominikèn travèse fwontyè a pou gang an Ayiti.

Gwoup ekspè Nasyonzini an presize, majorite zam ak minisyon k ap sikile an Ayiti, yo orijinalman fabrike oswa achte Ozetazini. Men selon rapò a « Yo rive an Ayiti soti Etazini dirèkteman atravè Repiblik Dominikèn »



Kolonèl Freddy Soto Thormann Direktè Kò Espesyalize Sekirite Tè Fwontyè (CESFRONT)

Trafik zam sa a pran avantaj sou "ensekirite, vakyòm enstitisyonèl la ak kontwòl fwontyè ki fèb anpil, sa ofri kriminèl sanfwanilwa yo, sitou rezo kriminèl transnasyonal yo, "yon opòtinite an lò pou elaji aktivite yo". Yo te di gang yo ka achte zam, fizi ak fizi semi-otomatik 5.56mm, ak minisyon korespondan, sou mache ilegal an Ayiti oswa nan Repiblik Dominikèn. souliye ekspè Nasyonzini yo, ki te vwayaje nan Repiblik Dominikèn ak Ayiti pou prepare rapò yo.

Kolonèl Thormann te asire militè Cesfront yo kontwole estrikteman tout machandiz ki travèse pòs fwontyè yo, men yo pa te sezi okenn zam nan nivo sa yo. Sepandan, li rekonèt tou ak ki frekans Direksyon Jeneral Ladwàn te sezi plizyè chajman zam nan pò peyi a.

Vitelhomme Innocent akize Ozetazini pou kidnapin ak sasinay

Lajistis meriken akize lidè gang Kraze Baryè a Inoccent Vitelhomme poutèt li te kidnape de ameriken orijin ayisyen jou ki te 20 oktòb 2022 an Ayiti.

Viktim yo se Jean Franklin ak Marie Odette Franklin, Odette te mouri limenm anba bal bandi yo, men mari l Franklin te pase 21 jou prizonye lakay kidnapè yo. Se pou ka 2 moun sa yo lajistis meriken sot kondane ak sanksyone yon fwa amkò chèf bandi sa a Vitelhomme Innocent.

Nouvo akizasyon sa a kont lidè gang Kraze Baryè a te pibliye pa Distri Columbia. Se biwo pwosekitè a ki te anonse nouvo akizasyon sa a.

Sonje ke Vitelhomme te deja akize pou kidnape misyonè Kanadyen-Ameriken yo. Otorite Ameriken yo pare pou l ofri jiska 1 milyon dola pou nenpòt enfòmasyon ki mennen nan arestasyon li deja pouswiv li.



Vitelhomme Innocent

Haïti avait son Sandino : Charlemagne Péralte !



Charlemagne Péralte, le cacos

Par the Black Agenda Report & Jean Lamonthe

En souvenir du résistant haïtien « Caco » Charlemagne Péralte, diabolisé par les forces d'occupation américaines comme un « bandit », la même étiquette donnée au combattant de la liberté nicaraguayen Augusto Sandino.

Dans son étude classique de 1939, A History of Pan-African Revolt, CLR James écrivait : « *Le Noir docile est un mythe... Le seul endroit où les Noirs ne se sont pas révoltés est dans les pages des historiens capitalistes.... Il n'est pas étonnant que les Noirs se soient révoltés. Cela aurait été étrange s'ils ne l'avaient pas fait. Nous pouvons peut-être ajouter au truisme de James en disant que si les Africains en révolte apparaissent réellement dans les écrits occidentaux, ils seront invariablement décrits comme des « bandits », des « brigands », des « voyous » ou des « gangsters »* : égoïstes et des personnages réactionnaires dont la rébellion contre la malveillance de la domination impériale blanche sera présentée comme illogique et antipatriotique.

Ce fut le cas des rebelles qui combattirent les Marines américains lors de la première occupation américaine d'Haïti (1915-1934). On les appelait « Cacos », un nom qui dériverait d'un oiseau de proie local dont les schémas de vol et les mouvements étaient reflétés par les rebelles eux-mêmes. Durant les premières années de l'occupation, les cacos, en grande partie des groupes de guérilleros paysans, maintinrent une résistance militante contre les États-Unis à une époque où une grande partie de la bourgeoisie haïtienne avait renoncé à la souveraineté haïtienne et acquiesça au pouvoir américain sur la république.

Le chef caco le plus célèbre était Charlemagne Péralte. Il a été surnommé par les États-Unis le « bandit suprême d'Haïti ». Il a mené une lutte acharnée contre l'occupation jusqu'à ce qu'il soit trahi par un compatriote haïtien et soit pris en embuscade et assassiné par deux marines américains blancs au visage noir – Henry Hanneken et William R. Button. Hanneken et Button ont tous deux reçu la médaille d'honneur de l'USMC. Et le meurtre de Peralte est célébré dans la tradition et la mythologie marine. Péralte, quant à lui, est devenu un martyr et un symbole de la résistance haïtienne, aidé en partie par la diffusion par les Marines d'une photographie de son cadavre où il apparaît crucifié.



Charlemagne Péralte assassiné, attaché sur une porte le 1er novembre 1919. Ces restes furent déterrés en 1935 après le départ des américains et il eut droit à des funérailles nationales.

La résistance militante à l'occupation américaine a diminué au début des années 1920. Mais à l'automne 1929, les grèves et les protestations contre les États-Unis se sont étendues à toutes les régions d'Haïti. L'histoire de Péralte a été relancée. En octobre 1929, Jean Lamonthe, secrétaire général de l'Union Patrotique d'Haïti, écrivit un éditorial sur Péralte qui fut diffusé par le biais du Crusader News Service de Cyril Briggs et publié dans le journal afro-américain de Baltimore appartenant à des Afro-Américains. L'éditorial était intitulé « Haïti avait son Sandino ». Lamonthe revient sur la contre-insurrection américaine contre la révolte paysanne haïtienne et raconte l'histoire de Peralte. S'opposant à l'affirmation raciste des États-Unis selon laquelle Peralte était un « bandit », Lamothe le compare plutôt au leader paysan et héros du Nicaragua, Augusto « César » Sandino – également présenté comme un bandit par les États-Unis.



Augusto « César » Sandino leader paysan et héros du Nicaragua, présenté également comme un bandit par les États-Unis.

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de Lamonthe sur Charlemagne Péralte. Ce faisant, nous espérons faire valoir deux autres points. Premièrement, nous voulons démontrer avec quelle cohérence les États-Unis et l'Occident blanc ont diabolisé la résistance haïtienne à l'impérialisme, et comment même les termes du dénigrement haïtien restent cohérents : « bandits », « gangs » et « voyous ». Deuxièmement, nous souhaitons rappeler aux lecteurs que, dans un passé pas si lointain, la presse afro-américaine était plus internationaliste et explicitement anti-impérialiste.

Haïti avait son Sandino

Il est très probable que, si beaucoup de gens aux États-Unis connaissent les luttes héroïques de [Augustus] Sandino et des patriotes nicaraguayens, très peu des exploits étonnants du prélat Charlemagne, le leader et patriote haïtien qui, jusqu'à ce qu'il soit surpris dans son camp par un marine américain, déguisé en indigène et assassiné de sang-froid, était l'un des plus grands combattants de la liberté haïtienne contre l'impérialisme américain.

Charlemagne a été calomnié comme un bandit par l'outil marin de l'impérialisme américain dans les Caraïbes, mais si Charlemagne était un bandit pour avoir résisté à la domination étrangère, George Washington l'était aussi, que les Américains vénèrent comme « le père de son pays », son libérateur de l'oppression britannique. Impérialisme. Charlemagne était un Caco, un mot espagnol signifiant « mauvais », mais traduit par « bandit » pour la consommation américaine afin d'induire le peuple américain en erreur quant au véritable caractère de ce patriote et combattant haïtien. Les « Cacos » étaient simplement des paysans noirs qui, souffrant de la cruauté et de la barbarie de l'occupation américaine, avaient pris le parti contre le gouvernement fantoche haïtien, dirigé par l'instrument servile des intérêts des capitalistes américains, Louis Borno. Charlemagne rejoignit les rangs de ces patriotes et devint bientôt l'un des dirigeants les plus efficaces contre les forces du gouvernement fantoche et des marines américains qui constituaient la véritable puissance derrière le trône.

Trente-quatre ans

Né à Hinche le 7 octobre 1885, Charlemagne remporta de nombreux honneurs et fut gouverneur militaire du district de Léogâne. De retour dans sa ville natale, il fut immédiatement mis en prison, puis envoyé peu après dans le gang des chaînes du Cap Haïti. Les habitants de la ville se sont indignés du traitement réservé par l'occupation américaine et ont réussi à s'échapper.

Charlemagne rejoint alors les révolutionnaires et devient bientôt une terreur pour les marines américains. Il a mené à plusieurs reprises des groupes de révolutionnaires dans des attaques réussies contre les marines, capturant un char américain et abattant deux avions lors d'un engagement majeur avec les oppresseurs d'Haïti. Les marines prirent alors sa vieille mère en otage et la maltraitèrent cruellement, mais Charlemagne étouffa son amour pour sa mère et combattit d'autant plus acharné pour la libération d'Haïti.

Payé 6 000 $

Sa tactique a laissé les marines américains perplexes et sa tête a été mise à prix, « mort ou vif ». A un parent, Jean Conzé, la somme de six mille dollars fut promise pour la trahison de Charlemagne. Ce traître rejoignit alors les rangs des révolutionnaires et informa les marines américains de la localisation de Charlemagne. Un fort détachement fut envoyé contre lui, mais la terreur inspirée par ses exploits était telle qu'ils n'osèrent pas l'attaquer, mais recourirent plutôt à la stratégie.

Tueuse promue

Dans la nuit orageuse du 31 octobre 1919, deux membres des marines, Hanneken, promu capitaine pour sa part dans l'attentat, et Button, se noircirent le visage avec un certain nombre de gendarmes déguisés en citoyens et menés par le traître Conzé, ils pénétrèrent dans les avant-postes de la Terreur des Marines et entrèrent dans le camp de Charlemagne. S'approchant de Charlemagne qui dormait à ce moment-là, le capitaine Hanneken ouvrit le feu à bout portant, assassinant ainsi lâchement le chef nègre qu'ils n'avaient jamais pu vaincre au combat.

Jean Lamonthe, « Haïti avait son Sandino », Afro-Américain, 26 octobre 1929.

The Black Agenda Review 27 Septembre 2023

Cherche à qui le crime profite…



Le président Luis Abinader de la République dominicaine serrant la main à Nancy Pelosi, la 52e présidente de la Chambre des représentants au Capitole des États-Unis

Par André Charlier

Nous avons toujours eu des amis en République Dominicaine. Cependant, il nous faut savoir que nous y avons aussi de puissants ennemis, et que ceux-ci sont actuellement au pouvoir. Les classes dominantes du pays voisin sont extrêmement satisfaites de la situation épouvantable dans laquelle se trouve actuellement Ayiti, car elles en bénéficient à tous les niveaux. Les fermiers dominicains vendent à notre pays, au prix qu'ils veulent et à la qualité (ou son absence) qu'ils veulent, les produits alimentaires que notre agriculture ne produit plus. La quasi-disparition de celle-ci ne peut donc que leur plaire. *Idem* pour les produits de l'industrie légère dominicaine. Du point de vue de la bourgeoisie dominicaine, notre profond sous-développement est une excellente *business opportunity.*

Vous comprenez donc pourquoi l'Etat dominicain ne veut à aucun prix du *Kanal Lespwa,* qui permettrait d'irriguer la plaine de Maribaroux, ni d'aucun projet d'irrigation chez nous, qui en augmentant notre production nationale les priverait d'une clientèle juteuse. *Notre misère est leur richesse.*

D'autre part, du fait même de la misère infra-humaine de notre peuple, celui-ci est pour les exploiteurs du pays voisin une source inépuisable de main-d'œuvre qu'on peut payer des salaires de misère et soumettre à toutes sortes d'abus, de mauvais traitements et même de crimes. C'est donc tout bénéfice pour les *gwo zouzoun* dominicains, qui peuvent exploiter nos migrants à des salaires que les travailleurs dominicains n'acceptent pas, et pour des travaux dont leurs compatriotes ne veulent pas. Soit dit en passant, Luis Abinader n'est que le porte-parole et l'exécuteur des basses œuvres de cette bourgeoisie sous-impérialiste (ou *impérialiste-sousou,* si vous préférez).

Enfin, nos propres *patripoches-pays* ont pris la détestable habitude d'investir leurs millions extorqués au peuple Haïtien en Dominicanie, au lieu de les utiliser pour développer quelque peu leur propre pays. Nos voleurs et nos assassins sont donc pour la bourgeoisie *panyòl* une source considérable de capitaux.

Si vous croyez que Luis Abinader n'est qu'un cas isolé de racisme pathologique, vous vous fourrez le doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate. Il représente une classe, cette classe est au pouvoir, et elle est foncièrement anti-haïtienne car elle profite de notre état de colonie de *qui-vous-savez.*

La Présidente du HCT, Mirlande Manigat, piégée et humiliée par Ariel Henry !



Mirlande H. Manigat présidente de la structure politique dénommée HCT (Haut Conseil de la Transition)

Par Catherine Charlemagne

Depuis le mercredi 4 octobre 2023, certains continuent à se demander ce que fait encore Mirlande H. Manigat à la tête de la structure politique dénommée HCT (Haut Conseil de la Transition), créée par le Premier ministre de la Transition Ariel Henry. Vraiment, ils ne comprennent pas qu'après tant d'humiliation subie de la part du chef de la Primature qu'une intellectuelle et femme politique de la trempe de l'épouse du feu Professeur Leslie F. Manigat puisse continuer de s'accrocher à une institution qui ne sert à rien pour le pays et qui ne lui rapporte rien au niveau de prestige, sinon, qu'à la rabaisser politiquement. Depuis la création du Haut Conseil de la Transition (HCT), pour faire suite à l'Accord du 21 décembre 2022, le Pouvoir ne cesse de se servir de Mirlande H. Manigat comme une faire valoir afin de donner une image plus respectable des dirigeants de la Transition. Et surtout pour consolider le pouvoir du Premier ministre Ariel Henry qui, le moins que l'on puisse dire, a toutes les peines du monde à trouver sa marque après qu'il ait été imposé à la tête de l'Etat par le Core Group, ce syndicat de diplomates accrédités à Port-au-Prince.

Au bord du gouffre, après la signature d'un premier Accord politique en 2021 avec les membres de l'ancienne opposition devenus aujourd'hui alliés du pouvoir, ces derniers ont fini par trouver un stratagème politique afin d'attirer de nouveaux supports au régime. C'est ainsi qu'ils ont imaginé la signature d'un nouvel Accord afin, disaient-ils, d'intégrer d'autres courants politiques avec de vraies responsabilités dans la Transition en support au gouvernement en place. D'où ce fameux Accord du 21 décembre 2022 et l'arrivée de ce nouvel organisme publique dit HCT ayant à sa tête un trio de personnalité qui allait désigner l'une des figures de proue de la politique haïtienne à sa présidence, en la personne de Mirlande H. Manigat, ancienne Première Dame et ex-Secrétaire générale du RDNP. Sauf que, depuis sa désignation au sommet de cette institution bidon, Mme Manigat n'a jamais trouvé sa place. Pire, elle n'est là que pour servir d'alibi d'ouverture politique au pouvoir et surtout de caution de respectabilité démocratique à un Premier ministre qui ne cherche qu'à se maintenir à la tête du pays sans aucun résultat concret.

Comme nous l'avons déjà écrit, depuis sa création, le HCT n'a jamais pu justifier son utilité pour une bonne gouvernance du pays, encore moins faire valoir son rôle exact ni même trouver sa place dans le dispositif de l'Exécutif que dirige seul le Premier ministre conseillé par quelques amis politiques ou des proches placés à la tête des Ministères, histoire de faire semblant qu'il existe une équipe gouvernementale. Mais, dans la réalité, il n'y a qu'un homme, un seul, Ariel Henry, qui a la plénitude des pouvoirs. Le trio en charge du HCT n'existe que de nom. Et pour avoir bonne conscience, de temps à autres, le Premier ministre emmène l'un d'entre eux avec lui en voyage à l'étranger comme c'était le cas avec Laurent Saint-Cyr, en septembre dernier, pour la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York où l'on devait débattre sur la situation politique d'Haïti et surtout trouver une majorité pour le vote de la Résolution devant autoriser l'envoi d'une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS).

Quant à la Présidente du HCT, Mirlande H. Manigat, Ariel Henry qui connaît la vanité des êtres humains l'invitait parfois à quelques rares Conseils des ministres qui se tiennent au Palais national. Une consécration lui faisant croire qu'elle était l'une des leurs mais en fait c'est une façon pour continuer à l'humilier sans qu'elle ne s'en aperçoive. Fatiguée, affaiblie, et un peu dans les nuages, selon les mauvaises langues, la Présidente du HCT se laisse manipuler comme une gamine qu'on fait venir s'asseoir sous les dorures du Palais national juste pour la calmer. Dans le cas de Mme Manigat, pour toucher son égo. En réalité, le HCT est une coquille vide qui ne sert à rien, ne dirige rien et que personne ne prend au sérieux.

Il ne participe dans aucune décision du gouvernement et n'est même pas consulté quand le « grand chef » Henry rencontre les différentes Missions ou des Délégations étrangères venues à Port-au-Prince dans le cadre des pourparlers inter-haïtiens relatifs à la crise post-assassinat de Jovenel Moïse depuis Juillet 2021. Idem pour la participation du Premier ministre aux Sommets et Forums organisés à l'étranger par la Communauté internationale ou les Organisations régionales, notamment, la CARICOM, à la recherche d'un Accord impossible entre les autorités de Transition et les oppositions. Pour la Primature, Mirlande H. Manigat est une quantité négligeable qu'il n'est point nécessaire de consulter dans ce genre de discussion de haut niveau. Elle n'est là que pour faire de la figuration et sert de complice malgré elle aux décisions prises par le Premier ministre qui est le seul maitre à bord. L'épisode de la Conférence de presse ratée du mercredi 4 octobre 2023 et le changement du Conseil d'administration de la BRH le 8 octobre ont été le summum de toutes les humiliations qu'elle a pu subir, néanmoins accepter.

Celle que la société haïtienne considère comme étant une grande figure de l'intelligentsia du pays et surtout d'être l'épouse du grand historien et homme politique Leslie François Manigat a déçu plus d'un. Comme prévu dans le Protocole d'Accord du 21 décembre 2022, le mercredi 4 octobre 2023, la Présidente du HCT avait été conviée à assister au Conseil des ministres à la présidence de la République qui devait applaudir son chef après sa « grande » victoire obtenue à l'ONU une semaine plus tôt en convainquant les membres des Nations-Unies de voler au secours d'Haïti ou à son secours, selon les points de vue. Montée sur son trente-et-un et appuyée sur sa canne, Mirlande H. Manigat débarquait au Palais national et prenait place autour de la table du Conseil. Comme d'habitude s'ouvre sous la présidence d'Ariel Henry le fameux Conseil des ministres avec à l'ordre du jour une question d'actualité puisqu'il concerne en priorité : le vote du Conseil de sécurité de l'ONU le lundi 2 octobre 2023 autorisant le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS).

Cet ordre du jour est suivi de l'approbation du Budget national 2023-2024, en hausse de 19% soit 320 645 000 000.000 de gourdes, un record historique selon les économistes de la place, et de quelques autres décisions de moindre importance du gouvernement. Exceptionnellement, les journalistes étaient invités à une Conférence de presse à la fin de ce Conseil des ministres avec l'hôte du lieu Ariel Henry en présence d'une invitée de marque : la Présidente du HCT, Mirlande H. Manigat. Jusque-là, rien d'anormal mais c'était déjà un signe laissant croire qu'il y aurait des annonces importantes de la part des autorités de la Transition. Sauf qu'il s'agissait, en réalité, d'un coup fourré du locataire de la Primature qui, à aucun moment, n'avait pipé mot à la Présidente du HCT. Naïvement, elle assistait, comme à son habitude, quand on veut l'inviter à venir écouter et approuver les décisions de l'Exécutif sans qu'on lui demande son avis ni celui de l'organisme qu'elle préside. Le Conseil des ministres proprement dit étant terminé, Ariel Henry invite Mirlande H. Manigat à l'accompagner devant les journalistes.

Là aussi, elle pense que c'est pour la galerie et la Com. Ne sachant pas qu'il s'agit d'un piège, volontiers, la Présidente du HCT, sans se douter de rien, s'exécute et l'accompagne sans même demander au préalable de quoi il allait parler et surtout si elle aura à prendre la parole au cours de la Conférence de presse. Car, ce qu'il faut savoir, à aucun moment ni le Cabinet du Premier ministre, ni celui-ci d'ailleurs n'a informé Mme Manigat qu'elle allait prendre la parole afin de se préparer à un tel exercice pas moins redoutable avec des journalistes voulant savoir un peu plus sur l'arrivée en Haïti de la force multinationale conduite par le Kenya dans quelques semaines. Encore plus, la presse s'attendait à ce que le Premier ministre déroule un agenda qu'il aurait préparé sur divers projets comme : la formation du CEP ; le point sur les discussions avec les oppositions ; le processus électoral ; le conflit avec la République dominicaine sur le canal à Ouanaminthe.

L'apport du HCT à la gouvernance de la Transition ; les mesures prises pour garantir la sécurité de la population ; la place qu'occuperont les forces de sécurité haïtienne dans le dispositif de la mission internationale, etc. A quoi a-t-on assisté ce mercredi 4 octobre 2023 au Palais national ? A rien. Absolument rien. D'ailleurs, il n'y a pas eu de Conférence de presse comme annoncée. Si l'on veut être magnanime, l'on dirait qu'il n'y a eu qu'un simple point de presse durant quelques minutes et encore…dans la mesure où le Premier ministre Ariel Henry n'a rien dit et s'est contenté de jouer le maître de cérémonie juste pour introduire la Présidente du HCT Mirlande H. Manigat comme si c'est elle qui avait convoqué la Conférence de presse. Comme nous le disons plus haut, c'est un piège caractérisé dans lequel Mme Manigat était tombée et il fallait voir l'expression de son visage quand elle a entendu Ariel Henry dire ceci « C'était un devoir pour le Conseil des ministres de dire à la population comment le vote est accueilli. Nous invitons Mme Manigat, Présidente du HTC à prendre la parole pour exprimer ce que nous pensons». Elle est tombée des nues.

La pauvre dame ne revenait pas de sa surprise et de sa stupéfaction de voir comment elle a été manipulée par le pouvoir qui, sans la prévenir, ni la mettre au fait de ce qu'elle allait expliquer au pays et pourquoi il fallait faire venir des militaires étrangers en Haïti pour soutenir la police nationale dans la guerre qu'elle mène contre les gangs. Visiblement surprise et pour une professeure qui a horreur de l'improvisation, elle allait pourtant faire ce qu'elle pouvait pour sortir, de toute évidence, de ce piège tendu par Ariel Henry histoire de l'impliquer, d'associer jusqu'au bout, d'autres diraient jusqu'au cou, le nom des Manigat dans cet appel à l'aide à la Communauté internationale qui, qu'on le veuille ou non, va devenir une force d'occupation étrangère. Bien élevée et ne pouvant faire machine arrière devant la meute de journalistes, elle tenait tout de même à souligner qu'elle n'était pas à l'initiative de cette rencontre et ne savait pas non plus que c'est elle qui devait expliquer la politique du gouvernement.

Toute hésitante et visiblement mal à l'aise, d'emblée, elle lâcha « Je ne savais pas que j'allais prendre la parole» une façon de dire que le Premier ministre l'a piégée. Et la suite de sa courte intervention en dit long sur la manière dont cela s'est passé au Conseil des ministres « Je tiens tout même à donner mon avis vu que c'est un sujet d'une importance capitale pour la population haïtienne en proie à la violence armée depuis des mois. On n'a pas vraiment eu de temps de parole. Mais on a quand même lancé deux à trois phrases sur le vote. En tant que citoyenne, je suis concernée par ce qui arrive à la population haïtienne. On assiste depuis quelque temps, à la dégringolade de la situation économique et surtout de la situation sociale du pays. Ils encerclent la capitale. Il y a des endroits où vous ne pouvez plus vous y rendre. J'habite en plaine. Pendant 3 jours, je ne pouvais pas sortir. Les zones étaient barricadées. Quand finalement, j'ai pu sortir, j'étais étonnée de voir des membres de la population qui marchent sous un soleil de plomb, empruntant une route sans destination ».



Le Premier ministre de la Transition Ariel Henry

En clair, le HCT n'avait pas voix au chapitre durant le Conseil des ministres sur la question de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) et sa présence n'était que pour avaliser les décisions du gouvernement et de féliciter Ariel Henry d'avoir réussi à obtenir la venue de cette force multinationale avalisée par l'ONU. Néanmoins, Mirlande H. Manigat n'oublie point qu'elle a été une femme politique, elle a profité de l'opportunité non seulement pour se défendre mais aussi pour exposer la situation dans laquelle travaille la structure étatique dont elle a la charge tout en donnant rendez-vous aux médias à une date ultérieure afin d'exposer les conditions d'existence du Haut Conseil de la Transition « Il m'a été demandé de ne pas faire un long discours, je vais être bref. Cependant, j'aimerais rencontrer la presse dans d'autres circonstances et dans un autre espace. À ce moment, je serai plus abondante. Le HCT est logé dans un petit espace uniquement pour qu'il puisse exister.

Ce n'est pas le vrai siège dont on a besoin » lançait la Présidente du HCT qui, apparemment, n'a toujours pas obtenu ce qu'elle réclamait de la Primature depuis le début en matière logistique et d'installation pour pouvoir faire fonctionner l'organisme qu'elle préside. Si près d'une année de la création et de l'installation de cet organisme politique, le chef de la Transition ne voit toujours pas le besoin ni l'urgence de donner un vrai local au HCT pour fonctionner, c'est bien la preuve qu'il ne le considère pas important dans la gestion de la Transition. Autre preuve du peu d'importance qu'accorde Ariel Henry à cette structure politique, c'est ce qui s'est passé 8 jours plus tard avec le renvoi de l'ancien et la nomination d'un nouveau Conseil d'administration à la Banque de la République d'Haïti (BRH), la Banque centrale. Il s'agit d'un nouvel affront fait à l'épouse du Professeur Manigat qui n'a appris la nouvelle pratiquement dans la presse comme monsieur tout le monde. En effet, lors du Conseil des ministres ayant eu lieu le dimanche 8 octobre 2023, sur proposition du Premier ministre, le gouvernement a nommé Ronald Gabriel qui était auparavant Directeur général de la BRH, nouveau Gouverneur de la Banque centrale. Il remplace à cette nouvelle fonction Jean Baden Dubois qui n'a fait qu'un mandat.

En tant que nouveau Gouverneur, Ronald Gabriel dirigera une nouvelle équipe composée de : Georges Henry Fils, Vice-Gouverneur ; Mathieu Fortunat, Directeur général ; Michèle Delerme et Florian Jean-Marie, membres. Jusque-là, il n'y a rien de choquant si ce changement n'était pas fait dans le dos de la Présidente du Haut Conseil de la Transition qui est censée avoir son mot à dire ou tout au moins un regard sur toutes les grandes décisions que devrait prendre le Premier ministre Ariel Henry, selon l'Accord du 21 décembre. Comme depuis le début de cette affaire du HCT, Mirlande H. Manigat a été mise devant le fait accompli puisque c'est après coup qu'elle a été vraiment informée du changement au sein de la Direction de la BRH. Selon son entourage, elle était folle de rage quand elle a été mise au courant qu'un nouveau Conseil d'administration de la Banque centrale a été nommé sans que le HCT à travers elle et ses deux collègues, Laurent Saint-Cyr et Calixte Fleuridor, ne puisse donner son avis. Mais, malgré ce nouveau coup dur, elle préfère continuer à pleurer et se plaindre auprès de ses amis et de ses collaborateurs sur le comportement inélégant de son supérieur, Ariel Henry.

Si elle ne veut plus être considérée comme une quantité négligeable dans le dispositif de la Transition, il ne lui reste qu'une alternative : la démission. La Présidente du HCT, Mirlande H. Manigat qui ne cesse d'avaler des couleuvres et de subir humiliation sur humiliation de la part du chef de la Primature, devrait pouvoir sauver son honneur pendant qu'il est encore temps en présentant sa démission comme la rumeur le laisse entendre. Le coup de la Conférence de presse improvisée du 4 octobre 2023 et la nomination d'un nouveau Conseil d'administration à la BRH sans qu'elle ne soit consultée devraient être pour elle la dernière goutte d'eau faisant déborder le vase, sinon, elle va continuer à boire le calice jusqu'à la lie. Sans contrainte, Ariel Henry ne lâchera rien !

C.C.

Kenya's Infamous Police "Death Squads" Will Soon Arrive in Haiti, if Washington Gets its Way



Protesters carry photos of taxi driver Joseph Muiruri, who was killed extrajudicially alongside human rights lawyer Willie Kimani and his client, in Nairobi, Kenya, on Jul. 4, 2016

by Dan Cohen

As Babu Owino landed at Nairobi's Jomo Kenyatta International Airport, he called his wife to tell her he had arrived and would be home soon. However, the Kenyan parliamentarian that represents Embakasi East was soon handcuffed, blindfolded, thrown into a waiting vehicle, and taken to an unknown location by police. They held him incommunicado for three days, deprived of food and water, before presenting him to a judge after a habeas corpus application was made in court.

"I'm a messenger," he declared. "You can kill the messenger, but you will never kill the message. If fighting for Kenyans will cost me my life, so be it. Since I was a student leader, I have been fighting for the interests of Kenyans, and I will continue fighting for them."

Owino's detention is just one example of the abuses Kenya's police mete out, this one against an elected official no less.

But Owino was luckier than many Kenyans, walking away from the abduction with his life. Shadowy death squads with secretive ties to political figures have long operated within Kenya's notoriously brutal police force and claimed thousands of victims.

Unless stopped by the Kenyan courts, parliament, or demonstrators, this terror will soon be exported to Haiti, where Nairobi will lead, with some 1,100 police special forces, a U.S.-organized invasion, which the United Nations Security Council (UNSC) blessed on Oct. 2, with Russia and China abstaining. The UN-deputized force, should it deploy, will be called the Multinational Security Support (MSS) mission.

UNSC Resolution 2699's authors in Washington and Kenyan government officials have promised to avoid repeating the "mistakes"of the 2004-2017 MINUSTAH occupation, in which massacres were carried out against the civilian population and hundreds of children were raped by foreign soldiers with total impunity. But Kenya's long history of operating death squads against their own population and partaking in ill-fated interventions abroad portend a humanitarian disaster for the Haitian people if they are soon under the Kenyan boot.



Paramilitary Kenyan police units called the "Kwekwe Squad" or "Flying Squad" or "Special Crimes Units" (pictured above) have abducted and killed Kenyans, primarily slum dwellers, in recent years

Police death squads terrorize Kenyans

"The Kenyan police are one of the most backwards,"explains Booker Ngesa Omole, a Communist Party of Kenya (CPK) militant. Kenyan cops have killed three CPK members this year, including one who Omole says was executed in his home in front of his parents. "They are a typical neo-colonial force."

In 2008, the Kenyan human rights group Oscar Foundation published a report called *Veil of Impunity* which found that over 8,000 young people were reported to have disappeared or been executed since 2002. The report also described reports of "mass graves scattered all over the country…where most of the missing are believed to have been secretly buried after execution in cold blood."

Much of this carnage was carried out by the "Kwekwe (Eagle) Squad,"which was formed in 2007 to battle the Mungiki, a secretive nationalist organization that models itself on the Mau Mau, who led an anti-colonial struggle in the 1950s.

Disputes over the 2007 election erupted into violence, killing more than 1,000 and displacing 500,000, according to Human Rights Watch.

"This degenerated to a 'police state' with the formation of the infamous Kwekwe squad," the Oscar Foundation report states. "Following a series of beheadings, the government declared a shoot-to-kill order and ordered the police to conduct mass arrests of youths, some of whom were later found dead and dumped in Ngong forest."

The Kwekwe Squad's role was "to suppress the youth," the Oscar Foundation continues, and it was "notorious for its acts of staged abductions and executions of innocent youths which occur with impunity."

A separate 2008 report from the Kenya National Commission on Human Rights, entitled *The Cry of Blood,* compiled at least 300 names of victims who had either been killed or disappeared, and 200 others who they were unable to identify.

When human rights groups began to conduct ballistics examinations on suspects who had been executed, the police changed their murder methods to include strangulation, drowning, mutilation, and bludgeoning, according to the report, accusing the police of crimes against humanity.

A 2009 report by the UN Special Rapporteur Philip Alston found that "death squads operating on the orders of senior police officials"killed 1,113 people following elections in December 2007.

The Oscar Foundation's founder, Oscar Kamau Kingara, and fellow human rights investigator John Paul Oulo, were assassinated, in 2009, reportedly by police, after providing information to Alston for his report.

The same year, police officer Bernard Kiriinya was murdered after recording video testimony saying that he witnessed the Kwekwe Squad strangle and hack to death 58 people. Others were poisoned to avoid ballistic investigations by human rights organizations. The bodies, he said, were left in a national park, to be eaten by hyenas, and in a sewage plant.

"All the non-commissioned officers in our squad were given 15,000 shillings ($190) each and the constables were given 10,000 shillings each as a sign of appreciation for 'kazi mzuri'," Kiriinya said, using the Swahili term for "good work."

In 2020, Wikileaks published a letter from a Kenyan policeman alleging that former First Lady Lucy Kibaki and retired Police Commissioner Major General Mohammed Hussein Ali ordered the Kwekwe Squad to murder several prominent politicians. It also killed "1,869 Mungiki, and 631 suspected robbers."At least a dozen of the officers who carried out the killings died or disappeared, the letter said.

A 2021 Nation Africa report called the Kwekwe Squad a "well-structured execution squad within the national police Service (NPS) charged with the elimination of crime suspects."

Following the 2007 election violence, Kenya formed the Waki Commission to reform the police. In March 2009, police announced that the fearsome Kwekwe Squad was formally disbanded, and in May, President Mwai Kibaki created the National Task Force on Police Reform. The following year, Kenya passed a new constitution, promising accountability and reform.

However, little changed. A 2016 report found that Kenyan police shot dead more than 1,200 people in the previous five years.

Even the U.S. State Department's Kenya 2018 Rights Report noted "unlawful and politically motivated killings; forced disappearances; torture; harsh and life-threatening prison condition"among other crimes, and accused the government of paying lip service to reforms. "Impunity at all levels of government continued to be a serious problem, despite public statements by the president and deputy president."

In 2019, the Director of Criminal Investigations met with families of the victims and promised to investigate the death squads. Though he disbanded the police's "Flying Squad," the killer cops were merely reshuffled to other police units. "Sting Squad Headquarters"and another death squad called the "Directorate of Criminal Investigations Special Service Unit"(SSU) replaced it.

From SSU's inception in 2019 until September 2022, Amnesty International Kenya documented 559 cases of extra-judicial killings and 53 cases of enforced disappearances, linking the squad to most of the cases.

In October 2022, the charade was repeated. The SSU was disbanded, with President William Ruto stating that "the police changed and became killers instead of protectors of ordinary Kenyans." As before, the killer cops were not charged but once again reshuffled and assigned to different units.

Amnesty International Kenya was skeptical of Ruto's announcement, stating that "many other 'special units' accused of serious violations, such as the Flying Squad and Kwekwe Squad, have previously been disbanded without necessarily ending the violations." Amnesty called on him to "extend this action across all security and policing agencies, including the Kenya Forest Service, Kenya Wildlife Service, the Kenya Defence Forces, and the Anti-Terrorism Police Unit."

In July 2019, HRW submitted a report to the UN Human Rights Council stating that Kenyan police and pro-government militias killed 100 people during election protests and that police extrajudicially executed 21 men and boys in Nairobi's poor neighborhoods. HRW published an accompanying statement saying that Kenya failed to meet its promises to the UN.

U.S. maintains strong support for Kenya

Despite this dismal human rights record, Washington heavily funds and trains the Kenyan police, dating back decades.

This support was surely increased in the Sep. 25 security deal with Kenya, which U.S. Defense Secretary Lloyd Austin flew to Nairobi to sign, although details of the accord have not been made public yet.

In sync with U.S. designs, Kenyan military forces have already participated in military interventions abroad, from Yugoslavia to Somalia.

It seems no coincidence that Kenya's police force is not only the most brutal on the African continent, but also the largest recipient of U.S. support.

"Kenya is routinely among the largest recipients of U.S. foreign aid and is a top recipient of U.S. security assistance in Africa,"a 2020 Congressional Research Service document states. "Alongside State Department-managed military aid, the Department of Defense has provided over $400 million in [counter terrorism] 'train and equip' support to Kenya in the past decade."

A *Wall Street Journal* article described the U.S. embassy's influence over police and security forces in Kenya. "We, for the most part, have operational control,"said Supervisory Special Agent Ryan Williams of the State Department Bureau of Diplomatic Security.

This control is maintained through a reward system, which is highly lucrative for Kenyan police.

"Kenyan officers who win positions in vetted units get upgraded training, the prestige of working in an elite squad and, depending on the unit, as much as twice their usual pay. U.S. agencies provide intelligence they might not share with ordinary Kenyan police,"the WSJ article explains.

"The benefits of such collaborations and partnerships are immense"commented Inspector Mike Mugo, a spokesman for the Kenyan Directorate of Criminal Investigations.

In February 2020, the FBI and the Department of State trained 42 Kenyan police and intelligence officers.

When dusk-to-dawn curfews were imposed under the pretext of combating COVID-19, zealous cops in riot gear tear-gassed and brutalized laborers awaiting a ferry to return home after work, two hours before the evening curfew started. Slums and informal markets under lockdown received similar abuses as workers begged for mercy.



Human rights crusader Oscar Kamau Kingara, founder of Oscar Foundation, was shot dead in his car on Mar. 5, 2009 after giving information on Kenyan death squads to UN Rapporteur Philip Alston

Those caught violating the curfews were subject to brutality, no matter the reason. Police beat to death motorcycle taxi driver Hamisi Juma Mbega, who was taking a pregnant woman to the hospital after curfew. They killed three other motorcycle taxi drivers who were protesting the arrest of a colleague for not wearing a mask.

Thirteen-year-old Yasin Hussein Moyo was standing on his home balcony when he was shot dead by police on an after-curfew patrol. While police insisted Moyo was not targeted and was hit by a stray bullet, they killed at least 24 anti-lockdown protesters providing no such justification.

Two brothers, 22-year-old Benson Njiru Ndwiga and 19-year-old Emmanuel Mutura Ndigwa, disappeared in police custody during curfew and were found two days later in a morgue.

In total, 167 people were killed or disappeared in 2020, according to the Missing Voices annual report.

Trend of Kenyan police brutality continues in past two years

In the lead up to the MSS, the trend of unrelenting Kenyan police crime has not changed.

In October 2022, video emerged of police executing two suspected criminals after forcing them to lie down on the ground.

This year – in a strikingly similar scenario to last year's uprising

continued on page(16)

L'AFRIQUE EST-ELLE EN TRAIN I



Le jour viendra où l'histoire parlera. Mais ce ne sera pas l'histoire qui sera enseignée à Bruxelles, à Paris, à Washington ou aux Nations Unies. Ce sera l'histoire qui sera enseignée dans les pays qui se sont libérés du colonialisme et de ses marionnettes. L'Afrique écrira sa propre histoire et, au nord comme au sud, ce sera une histoire de gloire et de dignité. (Patrice Lumumba)





La recherche par l'Afrique de ces nouvelles alliances vers de nouveaux partenaires tels que le groupe d'États BRICS reflète un désir de partenariats fondés sur le respect mutuel et la coopération

Par Nadia Batok

L'Afrique se lève pour rejeter le néo-colonialisme et construire son propre avenir et sa propre paix

L'Afrique est en plein essor et il est encourageant de voir de nombreux dirigeants africains prendre conscience des défis et des possibilités qui s'offrent à eux. Cela marque la fin d'une ère injuste où l'Afrique exige le respect qu'elle mérite à juste titre. L'émergence de jeunes dirigeants africains est un signe prometteur et, avec une population jeune, le continent connaît un changement important en matière de leadership.

Nous vivons en effet une période de grand réveil, et l'emprise du colonialisme se relâche lentement. Comme l'a déclaré avec justesse le président de la Guinée-Bissau, il est temps que les anciennes puissances impériales permettent aux Africains de tracer leur propre voie vers un avenir meilleur. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que cette transformation n'est pas sans poser de problèmes, comme en témoignent le mécontentement et les divers coups d'État et prises de contrôle par l'armée ou les forces rebelles dans certaines nations africaines.

L'Afrique, souvent considérée comme le berceau de l'humanité, possède une histoire et un patrimoine très riches. Les fossiles et les outils trouvés sur ce vaste continent indiquent que les premiers hommes y sont nés. L'Afrique, deuxième plus grand continent, couvre environ un cinquième de la surface terrestre totale et abrite la deuxième plus grande population, avec environ 1,4 milliard d'habitants, soit 16 % de la population mondiale, résidant dans 54 pays différents.

L'un des premiers noms associés au continent africain est "Alkebulan", dérivé de l'arabe et de diverses langues indigènes africaines. Alkebulan" signifie "le pays des Noirs" ou "la mère de l'humanité". En outre, "Afrika" est dérivé du terme égyptien Af-ru-ika, signifiant que l'Afrique est considérée comme le lieu de naissance ou la "terre mère". Dans les références bibliques, l'Afrique était appelée "Cush" ou "Cushi".

La beauté naturelle de l'Afrique est tout simplement à couper le souffle, la diversité de sa flore et de sa faune surpassant celle de tous les autres continents. L'Afrique s'enorgueillit de posséder le plus grand bassin hydrographique du monde, comprenant des fleuves tels que le Congo, le Zambèze, le Niger, le Limpopo et le Nil, qui a la particularité d'être le plus long fleuve du monde et une source d'eau vitale pour l'Égypte, le Soudan et le Sud-Soudan. En outre, l'Afrique abrite le plus grand désert du monde, le Sahara et le point culminant du continent, le mont Kilimanja-ro, qui s'élève à 5 895 mètres.

L'Afrique abrite également les plus grandes zones urbaines, notamment Le Caire, en Égypte, avec plus de 15,6 millions d'habitants, Johannesburg, en Afrique du Sud, avec plus de 8 millions d'habitants, et Lagos, au Nigeria.

En termes de capacité d'énergie renouvelable, l'Afrique est en tête, l'Afrique du Sud se targuant d'une capacité de 6 070 mégawatts. Le continent est riche en ressources minérales, particulièrement en combustibles fossiles, minerais métalliques, pierres précieuses et métaux précieux. L'Afrique est notamment un grand producteur d'or et de diamants, représentant une part importante de la production mondiale dans ces deux catégories. Cependant, l'exploitation de ces ressources a souvent été aux mains des puissances coloniales et a même alimenté des conflits et des guerres civiles dans certaines régions.

L'agriculture est la pierre angulaire de nombreuses économies africaines, les nations du continent étant les plus grands exportateurs mondiaux de produits agricoles, notamment le cacao, le café, le cacao, les légumineuses, l'huile de palme, le maïs et le riz. L'agriculture contribue de manière significative au PIB de la plupart des pays africains, dans une proportion allant de 20 % à 60 %. En outre, l'exportation de produits forestiers, en particulier de bois de haute qualité comme l'acajou et l'okoumé, génère des revenus substantiels, bien que le secteur forestier soit confronté à des défis tels que l'abattage illégal et la surexploitation.

L'industrie de la pêche en Afrique est une source vitale de revenus pour des millions de personnes et sa valeur d'exportation annuelle dépasse les 4 milliards de dollars. Les abondantes ressources marines et d'eau douce de l'Afrique soutiennent des pêcheries prospères, bien que la surexploitation soit un problème. Des initiatives telles que le Partenariat pour les pêches africaines (PAF) visent à promouvoir des pratiques de pêche durables et à accroître les revenus de la pêche.

Le potentiel de croissance et de développement de l'Afrique est immense, et alors que le continent continue à se développer, il est essentiel de relever les défis, d'encourager une gestion responsable des ressources et de donner la priorité à la durabilité. Le voyage de l'Afrique vers un avenir meilleur est prometteur et des efforts collectifs sont nécessaires pour libérer tout son potentiel.

L'abondance des ressources naturelles de l'Afrique a attiré les impérialistes européens qui cherchaient à coloniser le continent. Les Portugais ont été les premiers Européens à arriver à Elmina, sur la côte du Ghana, dans les années 1480. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, environ 95 % de l'Afrique était tombée sous le contrôle officiel des puissances impériales européennes. Cette époque est souvent appelée "la ruée vers l'Afrique", caractérisée par la division, l'annexion et la colonisation de la plupart des pays africains par les puissances occidentales, un phénomène connu sous le nom de "nouvel impérialisme".

Le colonialisme, tel que nous le comprenons, décrit un processus dans lequel une puissance étrangère annexe des territoires et établit des dépendances dont les systèmes économiques, politiques et culturels sont remodelés pour servir les intérêts de la nation colonisatrice. Malheureusement, le colonialisme a eu des conséquences dévastatrices pour l'Afrique, entraînant l'épuisement des ressources, l'exploitation de la main-d'œuvre, une fiscalité injuste, la dépendance à l'égard des économies de rente, l'absence d'industrialisation, des restrictions commerciales, un développement politique limité, la fragmentation des sociétés et des valeurs africaines traditionnelles, ainsi que des tensions ethniques au sein des pays africains.

La colonisation européenne de l'Afrique a été motivée par plusieurs raisons essentielles. Il s'agissait notamment d'avoir accès aux matières premières, de disposer d'une main-d'œuvre bon marché pour soutenir l'industrialisation et de croire que les Africains devaient être civilisés par l'éducation et la religion occidentales, dans le but de remplacer la culture africaine par ce qui était considéré comme la "culture supérieure de l'Europe". Les premiers colonisateurs, qui se sont emparés des terres, ont pillé les ressources, lancé la traite des esclaves, commis des atrocités et causé la mort de millions d'indigènes, comprenaient le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, le Royaume du Danemark, les Pays-Bas et le Portugal.

La domination coloniale en Afrique a été marquée par l'exploitation brutale des ressources naturelles et de la main-d'œuvre, souvent avec l'imposition du travail forcé dans les plantations et les mines. Les Européens ont bouleversé les structures économiques,



La France indésirable est rejetée dans ce qu'elle considérait jadis comme son « pré carré »

sociales et politiques de l'Afrique pour s'enrichir. L'idée impérialiste selon laquelle le monde leur appartenait était au cœur du colonialisme, qui consistait à coloniser l'essence même de l'être humain et à catégoriser ceux qui étaient soumis à l'esclavage, au génocide et à la colonisation.

La lutte contre l'esclavage a également ouvert la voie à la destruction et à la colonisation des nations africaines. L'inhumanité de la transformation de personnes en esclaves et de leur soumission à l'humiliation, à la torture et au transport dans des

D'ÉCRIRE SA PROPRE HISTOIRE?

.30 juillet 2023, à Niamey, le peuple est dans la rue pour défendre l'indépendance du pays

cages de l'Afrique vers l'Europe et les Amériques reste un chapitre historique obsédant. Le Royaume-Uni et la France ont été parmi les principaux colonisateurs, la Grande-Bretagne établissant son contrôle sur 22 États africains et la France sur 20. L'Empire britannique, à son apogée, était le plus grand empire de l'histoire de l'humanité. La domination britannique s'étendait sur l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte, le Kenya, la Somalie, la Sierra Leone, l'Ouganda, etc. L'héritage du colonialisme britannique continue d'influencer les défis contemporains de l'Afrique, notamment l'accaparement des terres, l'exploitation minière, le commerce du café, le banking, l'expropriation des bénéfices des monopoles étrangers, la politique de deux poids deux mesures, l'agression étrangère directe, la dette des captifs et la soi-disant aide.

L'histoire coloniale de l'Allemagne en Afrique s'est déroulée en deux vagues. La première vague a eu lieu en 1884-1885, au cours de laquelle l'Allemagne a acquis le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie), le Cameroun, l'Afrique orientale allemande (comprenant la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi) et certaines parties de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La deuxième vague de colonisation a eu lieu en 1898/99 dans le cadre des ambitions impérialistes de l'empereur Wilhelm. En 1914, les territoires coloniaux allemands étaient cinq fois plus grands que l'Allemagne elle-même. Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne a perdu toutes ses colonies et deux grandes rébellions ont donné lieu à des massacres.

La rébellion des Herero dans le Sud-Ouest africain allemand a entraîné le meurtre de 100 000 Herero et d'environ 20 000 Nama. Le général Lothar von Trotha, connu pour sa brutalité dans la répression de la révolte, a supervisé un génocide qui a visé l'ensemble de la tribu, y compris les femmes et les enfants. Malheureusement, le programme du système éducatif allemand passe souvent sous silence cette histoire coloniale, ce qui fait que la majorité des citoyens allemands n'en ont qu'une connaissance limitée. Il est pourtant crucial de reconnaître l'importance de la période coloniale dans la formation de l'histoire allemande et de reconnaître les parallèles potentiels entre les événements de cette époque, l'Holocauste et les idéologies raciales.

En 1885, le roi des Belges Léopold II a créé l'État libre du Congo en prenant brutalement le contrôle de la masse continentale africaine pour en faire sa propriété personnelle et en y exerçant une autorité absolue. Cette période a été marquée par de graves atrocités, la violence et le déclin des populations indigènes. Sa cupidité insatiable et les horreurs de la traite des esclaves ont entraîné la perte de plus de 10 millions de vies. Les missionnaires étrangers qui ont été témoins de ces horreurs les ont décrites comme l'un des épisodes les plus sombres de la fin du XIXe siècle. Le Congo est l'un des principaux lieux de massacre des temps modernes. La question se pose de savoir pourquoi ces morts sont souvent omises dans les récits historiques classiques.

La présence française en Afrique remonte aux années 1600 et la France a établi sa première colonie africaine en 1830 en s'emparant de l'Algérie. Par la suite, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Niger, la République du Congo, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie et d'autres ont été colonisés par la France. La France a poursuivi une politique coloniale assimilationniste de grande envergure, visant à assimiler et à transformer tous les Africains en citoyens français. Ces politiques d'assimilation ont entraîné l'érosion des normes sociales, de l'ordre social et de l'identité culturelle des Africains. Alors que les puissances coloniales comme la France et les États-Unis prétendaient avoir pour mission de "civiliser" les populations indigènes, la réalité était celle de l'exploitation.

Les colonialistes ont commis de nombreuses atrocités choquantes et des violations des droits de l'homme. Les Britanniques, les Allemands et les Français ont tous leur part d'atrocités. Le colonialisme français, en particulier, a été marqué par la brutalité, y compris les massacres (comme la torture et l'internement de deux millions d'Algériens dans des camps d'extermination) et d'autres actes de cruauté infligés aux populations africaines pendant des siècles.

La France continue d'exercer une influence sur ses anciennes colonies en Afrique. Quatorze anciennes colonies françaises sont soumises à un "impôt colonial" s'élevant à environ 500 milliards de dollars. Bien que la France ait officiellement mis fin à sa politique de colonisation, une partie des budgets de ces pays continue d'être versée à la Banque centrale française sous divers noms et catégories. Ce processus permet à la France de s'approprier environ 85% du revenu annuel de ses anciennes colonies. Les pays africains, confrontés à des difficultés financières, se retrouvent souvent à emprunter leur propre argent à la banque centrale française sous forme de dette. Le refus des dirigeants africains de payer cet impôt colonial peut conduire à des coups d'État et à l'instabilité politique.

L'exploitation occidentale de l'Afrique a évolué au fil du temps, passant de l'esclavage à la servitude pour dettes et au néocolonialisme. L'héritage du colonialisme européen continue de façonner le paysage socio-économique et politique de l'Afrique. L'influence française dans ses anciennes colonies reste forte, même si l'influence mondiale de la France s'est affaiblie.

Actuellement, de nombreux coups d'État se produisent dans les colonies françaises d'Afrique, avec une opposition à la présence militaire française et l'expulsion des ambassadeurs français. Dans certains cas, ces gouvernements de junte ont également ordonné aux ambassadeurs allemands et américains de quitter leur pays. Le nouveau colonialisme en Afrique est motivé par l'exploitation continue des ressources africaines et les interventions étrangères qui entraînent l'instabilité politique, la pauvreté, la faim et le déplacement des populations en raison des conflits. Pour paraphraser William Faulkner, « *le passé européen en Afrique n'est jamais mort ; il n'est même pas passé* ».

La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec plus de 10 000 entreprises chinoises présentes sur le continent africain. La Russie n'ayant pas d'histoire coloniale en Afrique, elle est considérée comme un allié naturel du continent. Les approches des pays occidentaux ont entraîné une diminution de la confiance et une incapacité à imposer leurs règles. Par conséquent, les nations africaines recherchent de plus en plus des alliés et des collaborateurs plutôt que des dominateurs, se tournant souvent vers de nouveaux partenaires tels que le groupe d'États BRICS qui s'abstiennent d'interférer dans leurs politiques internes. La recherche par l'Afrique de ces nouvelles alliances reflète un désir de partenariats fondés sur le respect mutuel et la coopération.



Un globe de bureau aux couleurs blanches et brunes, avec l'Afrique bien en évidence

***Nadia Batok** est politologue, dans le domaine des relations internationales. Elle est diplômée en Sciences Politiques-Relations Internationales. Elle parle et écrit en anglais, italien, serbe et croate, macédonien et français de base. Elle possède de nombreuses années d'expérience dans l'aviation.

Elle a travaillé comme collaboratrice, responsable du protocole, secrétaire et assistante dans des organisations et conférences internationales, telles que la CNUCED, le FMI, le Centre européen pour la paix et le développement de Belgrade (ECPD), la série de sommets des Balkans occidentaux, le Forum philosophique mondial d'Athènes (WPF). ; elle est membre du personnel du Bureau humanitaire de la Croix-Rouge yougoslave, de l'ONLUS Aesontious Societa Cooperativa Gorizia et membre actif de l'Académie européenne de FVG, du Club pour l'UNESCO, de l'Instituto Culturale Mitteleuropeo FVG (ICM), du Club international des femmes de Belgrade, en ligne non- profit media Other News, où sont publiés certains de mes articles.

Elle a reçu un certificat de mérite pour son travail à la conférence de la CNUCED, un certificat de la WPF et de nombreuses recommandations pour son travail.

Meer 15 Octobre 2023
Traduction Bernard Tornare
19 Octobre 2023

Washington : 500 militants juifs arrêtés au Capitole alors qu'ils exigent un cessez-le-feu à Gaza



Des militants juifs à Washington DC appellent à cessez-le-feu à Gaza. 18 octobre 2023



Des centaines de militants juifs exigent le cessez-le-feu à Gaza dans le capitole



Des militants juifs arrêtés dans le bâtiment du Capitole

Par Michael Arria

Cinq cents personnes, dont deux douzaines de rabbins, ont été arrêtées mercredi à Washington alors que des militants juifs menaient une manifestation à l'intérieur et à l'extérieur du Capitole. Les manifestants exigeaient que les législateurs soutiennent un cessez-le-feu à Gaza.

Des centaines de manifestants se sont rendus dans la rotonde du bâtiment de bureaux de Cannon House où ils ont chanté, scandé et brandi des pancartes appelant à un cessez-le-feu immédiat. Les militants portaient des chemises sur lesquelles était écrit « *Pas en notre nom* » et « *Les Juifs disent cessez-le-feu maintenant* ».

La police du Capitole a annoncé qu'elle fermait les routes autour du Capitole pour assurer la sécurité des manifestants à l'extérieur.

Plus tôt dans la journée, plus de 5 000 Juifs américains et leurs alliés se sont rassemblés au National Mall. Les représentantes Rashida Tlaib (Démocrate-MI) et Cori Bush (Démocrate-MO) se sont adressées à la foule. *« Nous remercions notre communauté juive d'être ici pour dire 'Plus jamais ça' »*, a déclaré Bush.

Le 16 octobre, Tlaib, Bush et un certain nombre d'autres membres progressistes de la Chambre ont présenté une résolution appelant l'administration Biden à faire pression en faveur d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

L'effort législatif est soutenu par des dizaines de groupes de défense des droits de l'homme, notamment le Adalah Justice Project, l'American Muslims for Palestine (AMP) et la Campagne américaine pour les droits des Palestiniens (USCPR). « Si nous ne revenons pas à notre humanité commune, je ne pense pas que nous en reviendrons un jour », a déclaré Tlaib. « Et à notre président : je veux qu'il sache qu'en tant qu'Américain d'origine palestinienne et de confession musulmane, je ne vais pas oublier cela. Et je pense que beaucoup de gens ne l'oublieront pas.

Jewish Voice for Peace a souligné cette action dans un fil Twitter :

Aujourd'hui, 500 Juifs ont été arrêtés et 10 000 sont descendus dans la rue pour soutenir et exiger un cessez-le-feu et la fin du génocide palestinien. Nous avons fermé le Congrès pour attirer l'attention du grand public sur la complicité des États-Unis dans l'oppression continue des Palestiniens par Israël. Mais notre travail n'est pas terminé

Nous pouvons et allons arrêter le génocide à Gaza. Mais cette situation horrible n'a été possible que grâce au travail préparatoire posé par l'État israélien il y a plus de 75 ans. Depuis 1948, le gouvernement israélien a mis en place un système d'apartheid et d'occupation illégale.

Tout comme nous exigeons la fin du génocide à Gaza, nous devons déployer les mêmes efforts pour démanteler les systèmes du sionisme, de l'apartheid et du colonialisme qui nous ont amenés à ce moment.

La seule manière d'assurer la paix et la sécurité – pour tous – consiste à garantir la justice et l'égalité pour tous. Cela signifie être solidaire des Palestiniens. Cela signifie construire un monde au-delà du sionisme. Cela signifie créer des systèmes de sécurité par la solidarité. Veux-tu nous rejoindre ?

La manifestation de mercredi a eu lieu deux jours seulement après que des militants juifs ont bloqué toutes les entrées de la Maison Blanche, appelant Biden à soutenir un cessez-le-feu. « Depuis que nous sommes enfants, nous sommes nombreux à nous dire que nous ne resterions pas les bras croisés si jamais nous étions témoins de violences génocidaires. On s'est dit qu'on élèverait la voix. Nous nous sommes dit que nous mettrions notre corps en danger. Nous avons promis que de telles horreurs ne se reproduiraient plus jamais sous notre surveillance », a déclaré *l'auteure et militante Naomi Klein, qui s'est également adressée aux manifestants. « Le « plus jamais ça » de notre vie est en cours à Gaza en ce moment même. Et nous refusons de rester les bras croisés. »*

La section de Washington de l'Anti-Defamation League (ADL) a diffamé les manifestants dans un communiqué et affirmé que les antisionistes sont antisémites. Le PDG de l'ADL, Jonathan Greenblatt, a comparé les militants aux suprémacistes blancs dans un tweet. « *L'ADL a peur parce qu'elle a, comme d'autres organisations de l'establishment juif, le sentiment de perdre la parole quant à savoir qui peut parler au nom des Juifs américains »*, a écrit Ben Lorber, membre d'IfNotNow et de JVP. « *Franchement, ils devraient avoir peur. Leur centrisme en faillite appartient au passé et des groupes comme [IfNotNow] et JVP représentent le présent et l'avenir.* »

Mondoweiss 19 octobre 2023



Des militants juifs se rassemblent à Washington DC pour exiger le cessez-le-feu à Gaza



Les manifestants rassemblés à Washington, DC

Porto Rico : l'événement du 30 octobre 1950



Le 30 octobre 1950, tout Porto Rico s'est réveillé avec la nouvelle qu'un soulèvement contre le régime américain était en cours. Le Parti nationaliste portoricain a décidé d'agir pour dénoncer la tentative des États-Unis de tromper le monde en prétendant avoir mis fin au régime colonial de Porto Rico.

Les actions de cette journée avaient deux objectifs : dénoncer le mensonge des États-Unis et démontrer que les Portoricains étaient et sont prêts à lutter pour leurs droits.

Des affrontements ont eu lieu à Jayuya, Utuado, Peñuelas, Arecibo et Mayagüez. Les centres du pouvoir ont été attaqués, à San Juan Fortaleza et à Washington la Blair House, où résidait temporairement le président Truman, pour des arrangements avec la Maison Blanche. Et l'une des villes qui a également eu une participation notable était notre ville de Naranjito.

Ce 30 octobre 1950, un groupe de jeunes Naranjiteños : Feliciano (Chano) Pérez, Hermes Rivera, Antonio (Toño) Nieves, Ramón Serrano et Alejandro Ríos, dirigés par José (Ñin) Negrón, ont mené une attaque contre la caserne de la police de notre ville.

L'indépendance est déclarée à Jayuya, les avions de la Garde nationale bombardent Utuado, l'un des centres de la plus grande résistance. À Naranjito, les combattants nationalistes ont passé plus d'une semaine à tendre une embuscade à la police et à la garde nationale américaine. Dans l'un d'entre eux, à Cedro Abajo, dans le secteur connu sous le nom de Hoyo de Mundo, le groupe a été contraint de se séparer et la moitié d'entre eux ont été arrêtés. Ñin et ceux qui sont restés ont mené une « guérilla » depuis le mont Choca, à la frontière de Cedro Abajo et de Palos Blancos de Corozal. Le journal El


EL IMPARCIAL

REBELION EN LA ISLA

NARANJITO NO SE RINDE

Imparcial a couvert ces actions avec le titre de la nouvelle : *« Naranjito ne se rend pas »*. Pour attraper Ñin et ceux qui sont restés avec lui, le père et la femme de Nin, Don Che Negrón et Doña Moncha Padilla, ont été arrêtés. A court de munitions, le groupe est arrêté, les derniers nationalistes étant capturés.

Les nationalistes étaient conscients que la corrélation des forces militaires n'était pas en leur faveur : ils faisaient face à des États-Unis à leur apogée. Cependant, ils affrontèrent l'empire avec la volonté que la situation exigeait. Comme l'a dit Ñin Negrón dans une interview, *« nous étions prisonniers ou morts, ou nous nous sommes battus ou avons attendu chez nous qu'ils nous arrêtent »*. Ils n'avaient pas d'alternative. Toute la force du pouvoir impérial s'était déjà déchaînée contre eux pour les anéantir. Le massacre de Río Piedras, le massacre de Ponce, l'emprisonnement de ses dirigeants. Il fallait faire taire Don Pedro Campos et semer la terreur parmi la population pour que la « soi-disant démocratie » puisse fonctionner et que les colonialistes de l'arrière-cour fassent le sale boulot. Ils sont allés jusqu'à arrêter des Portoricains simplement parce qu'ils portaient le drapeau portoricain.

Ses actions ont ébranlé la structure coloniale, obligeant Washington à mettre en œuvre des réformes politiques pour laver le visage de la colonie de la farce du Commonwealth ; et des conditions économiques qui ont sorti le pays de la misère que connaissait jusque-là notre peuple. Mais comme on pouvait s'y attendre, de véritables progrès ne sont pas réalisables dans les limites imposées par le cadre colonial. Dans les années 1970, le nouveau modèle économique colonial a stagné, ce qui a conduit à des subventions fédérales pour le maintenir en activité. Aujourd'hui, nous avons un pays en faillite qui exige des changements structurels dans nos relations coloniales.

L'histoire a confirmé la justesse de l'action des nationalistes naranjiteños. Les États-Unis eux-mêmes ont dû admettre dans l'affaire Sánchez Vallé qu'ils maintiennent toujours un régime colonial à Porto Rico ; et quant à l'histoire de l'autonomie gouvernementale, elle s'est révélée être une farce sans pouvoirs réels.

L'année prochaine, Naranjito fêtera son 200ème anniversaire, dans toute son histoire il n'y a pas un seul événement aussi significatif et historiquement important que ce qui a été réalisé par ces courageux Naranjiteños, ce 30 octobre 1950. Comme l'a noté la presse du pays à cette date, *« Naranjito ne se rend pas. »*

Movimiento Ñin Negrón (MÑN)
17 octobre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'Audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame CAMY JEAN-PIERRE née MARIE-FRANÇOISE EDMOND, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce Jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt deux Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen le Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Vilason ST FILS, contre son épouse Mirlène GUSTAVE pour incompatibilité de caractère. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint- Marc, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers le tiers s'il y échet. Commet l'huissier Bernie MOISE, pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Gabnel FRANÇOIS, Juge en audience civile et publique, en date du douze mars deux mille vingt, en présence de Me Grand Pierre ESTIME Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Feronel FILS-AIMÉ..

AVIS DE PUBLICATION

Le Tribunal, après examen, le ministère Public entendu, maintien le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Jean Guyto NORMIL d'avec son épouse née Belinda PHANOR pour injures graves et publiques aux tors de l'épouse, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'Huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt-neuf juin deux mille vingt-trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Sieur MOZART TASSY, Greffier du siège.

Il est ordonné......etc....

En foi de quoi...etc...

Me Jean Tolès BEAUCEJEAN, Avocat,

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défenseur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Peterson SENATUS d'avec son épouse Jocelyne DOUCE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du quatre juillet deux mille dix-neuf, en présence de JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.

Il est ordonné....etc.....

En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JOSUÉ DESIR, d'avec son épouse née JONA ROMELUS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de Delmas, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Sergot LUCA de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, juge en Audience civile ordinaire et publique du Jeudi vingt-sept Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Roseline MONCHERY d'avec son époux Yvelon FONTILME, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux : Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet: Commet l'Huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du six septembre deux mille vingt-trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du greffier Me. Mozart TASSY.

Il est ordonné .....etc....

En foi de quoi ....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur JEAN WATT FLORVILUS, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux JEAN WATT FLORVILUS et la dame née PHARA MONTOUR aux torts de l'épouse, renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de la section Sud de Port-au-Prince pour les suites de droit; ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, compense les frais et dépens de l'instance; commet huissier CANAL GABRIEL immatriculé au Greffe du Tribunal de première instance de Port-au-Prince

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. NELSON CILIUS, juge, en audience ordinaire, publique et civile du vingt-six mai deux mille vingt-trois, en présence de M. ALBERT DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me, MOZART TASSY, greffier du siège

Il est ordonné....ect...

En Foi de quo... ect....

Me Harry Georges

Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de la dame DARLINE DIEUJUSTE, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux STEEVENS THELUS et la dame née DARLINE DIEUJUSTE aux torts de l'époux, renvoi les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit; ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, compense les frais et dépens de l'instance; commet l'huissier CANAL GABRIEL immatriculé au Greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. NELSON CILIUS, juge, en audience ordinaire, publique et civile du vingt-six mai deux mille vingt-trois, en présence de M. ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné......ect.......

En Foi de quoi........ect.......

Craig Murray, ancien ambassadeur, défenseur d'Assange, détenu en vertu des lois antiterroristes britanniques

Par Kit Klarenberg

L'ancien ambassadeur Craig Murray est bien connu de nos lecteurs. Son arrestation est troublante. A se demander si dans le contexte politique actuel être un témoin ou un journaliste indépendant de tout pouvoir, défendre Assange et le droit des Palestiniens à vivre en paix sur le peu de terre qu'il leur reste, n'est plus possible. (Rédaction Arrêt sur info)

Le matin du 16 octobre, la police antiterroriste de l'aéroport de Glasgow a arrêté le journaliste, lanceur d'alerte, militant des droits de l'homme et ancien diplomate britannique Craig Murray à son retour d'Islande. Après l'avoir interrogé sur ses convictions politiques, les agents ont saisi le téléphone et l'ordinateur portable de Craig Murray.

Murray, un fier nationaliste écossais, a repris l'avion pour Glasgow après plusieurs jours passés à Reykjavik, où il a assisté à un événement populaire de solidarité avec la Palestine et rencontré des représentants de haut rang de la Assange Campaign, qui sensibilise au sort du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Une fois ses documents de voyage traités au contrôle des passeports, l'agent l'a informé qu'il serait détenu pour être interrogé. Ils l'ont ensuite conduit dans une petite pièce pour qu'il soit interrogé par trois agents antiterroristes britanniques dont le nom n'a pas été dévoilé.

Murray a déclaré à The Grayzone que la police britannique l'avait prévenu qu'il commettrait une infraction pénale et qu'il serait poursuivi s'il refusait de répondre aux questions, s'il répondait de manière mensongère, s'il dissimulait délibérément des informations ou s'il refusait de fournir les codes d'accès de ses appareils électroniques. Après la saisie de son téléphone et de son ordinateur portable à des fins d'analyse, l'interrogatoire a commencé.

"Ils m'ont d'abord interrogé sur la réunion privée de la campagne Assange", a expliqué M. Murray à The Grayzone. "On pourrait penser qu'ils me demanderaient qui était présent, mais ils ne l'ont pas fait", a-t-il ajouté, "je pense qu'ils le savaient déjà d'une manière ou d'une autre".

Au lieu de cela, "toutes les questions étaient d'ordre financier", affirme M. Murray. Selon l'ancien ambassadeur britannique, les agents voulaient savoir "si je recevais de l'argent pour mes contributions à la campagne, si j'étais payé par WikiLeaks, Don't Extradite Assange, et même par la famille de Julian".

À chaque fois, la réponse a été négative", explique M. Murray : "Mes sources de revenus et l'origine de mon argent intéressaient particulièrement les officiers".

Le blog personnel très populaire de l'ancien diplomate a également intéressé les agents, qui auraient demandé à Murray de leur dire si quelqu'un d'autre y avait accès ou pouvait publier du contenu sur la plateforme, et si quelqu'un d'autre que lui était l'auteur



Craig Murray, ancien ambassadeur et défenseur d'Assange, détenu en vertu des lois antiterroristes britanniques.

de l'un de ses articles.

Curieusement, Murray a déclaré qu'il n'avait pas été interrogé sur un seul article publié sur son site web. Les questions sur l'événement de solidarité avec la Palestine auquel il a participé sont tout aussi déroutantes.

Les agents voulaient apparemment savoir pourquoi Murray s'était rendu à cette manifestation – "une question étrange à poser à quelqu'un qui participe à une manifestation", a-t-il déclaré à The Grayzone. Il a néanmoins précisé qu'il s'y était rendu parce qu'il était ami avec l'un des orateurs, un ancien ministre de l'intérieur islandais.

La police aurait également demandé des détails sur le contenu des discours des différents orateurs de la manifestation, informations que Murray dit ne pas pouvoir fournir puisqu'il ne parle pas l'islandais. Lorsqu'on lui a demandé s'il prévoyait d'assister à d'autres manifestations pro-palestiniennes similaires en Grande-Bretagne, il a répondu "probablement".

"La question la plus étrange était : "Comment puis-je juger si je dois partager une tribune avec quelqu'un ou non ? raconte Murray, qui ajoute : "Je le fais en fonction de la personne qui a participé à l'événement : "Je le fais en fonction de l'organisateur de l'événement".

Dans ce cas précis, poursuit M. Murray, "il s'agissait du Comité de solidarité avec la Palestine, j'étais donc sûr d'être entre de bonnes mains". Néanmoins, l'ancien ambassadeur a été frappé par l'étrangeté de cette question.

Mon avocat n'avait jamais entendu parler d'une telle question lors d'un interrogatoire", a déclaré M. Murray, ajoutant qu'"ils supposent que la police a une photo de surveillance de moi à proximité de quelqu'un qu'ils considèrent comme un "terroriste"".

"Je n'ai aucune idée de qui il peut s'agir", a admis le militant des droits de l'homme. Mais, comme il l'a rapidement fait remarquer : "Si vous assistez à un rassemblement où 200 000 personnes sont présentes, vous ne pouvez pas savoir qui est tout le monde !".

Murray a depuis consulté des avocats, qui l'ont informé qu'en vertu de l'article 7 de la loi sur le terrorisme de 2000 – la législation draconienne en vertu de laquelle il a été soumis à un interrogatoire intensif – il aurait légalement le droit de consulter un avocat si l'interrogatoire durait plus d'une heure.

Un coup de massue pour casser une noix

Une fois l'heure d'interrogatoire écoulée, les agents l'ont renvoyé chez lui, mais ne lui ont pas rendu son téléphone ou son ordinateur portable. "Je suis habitué à l'idée que des espions britanniques et américains aient accès à mes ordinateurs", a déclaré M. Murray.

Lors d'un voyage en Allemagne à la fin de l'année 2022, deux ordinateurs portables appartenant à Murray ont été volés à des endroits différents. Le second ordinateur portable avait été acheté localement pour remplacer le premier. Il pense que les vols ont "probablement" été commis par des "services de sécurité", une interprétation renforcée par le fait que le premier ordinateur portable était rangé dans un sac contenant une grosse somme d'argent, ainsi que des médicaments vitaux pour le cœur. Les coupables ont inexplicablement ignoré le premier, tout en empochant le second.

Interrogé par la police antiterroriste sur le contenu de son ordinateur portable, M. Murray affirme avoir ouvertement révélé que l'appareil contenait des copies de fuites de courriels privés de Stewart McDonald, membre du Parti national écossais (Scottish National Party), un partisan de la droite et de l'extrême droite, lié à l'État.

Mais "je ne m'inquiète pas du contenu de l'ordinateur", explique-t-il, "ce n'est donc pas un problème qu'il soit en leur possession".

"J'ai dit aux officiers que j'avais pitié du pauvre bâtard qui devait parcourir les courriels de McDonald's", a-t-il plaisanté.

"Il est intéressant de noter que l'un d'entre eux a répondu que le contenu des appareils numériques saisis est passé au crible électroniquement, plutôt que d'être examiné par une personne.

"On peut supposer que les algorithmes de recherche par mots-clés font le travail, et que tout ce qui en ressort est étudié et partagé avec les différentes agences", suppose-t-il.

Les avocats de M. Murray se penchent à présent sur l'arrêt, afin de déterminer si ses interrogateurs lui ont dit la vérité avant le début de l'interrogatoire.

En avril dernier, la police antiterroriste britannique a arrêté l'éditeur et militant politique français Ernest Moret, qui avait mené de grandes manifestations à Paris contre les réformes néolibérales du président Emmanuel Macron. M. Moret a été détenu en vertu des mêmes pouvoirs que M. Murray, puis arrêté lorsqu'il a refusé de donner les codes d'accès à ses appareils électroniques. Il a finalement été détenu en Grande-Bretagne pendant près de 24 heures.

En juillet, un rapport accablant de l'organisme britannique de surveillance de la législation antiterroriste a conclu que les officiers qui avaient détenu M. Moret avaient proféré des menaces "exagérées et excessives" en affirmant qu'il ne pourrait plus jamais voyager à l'étranger s'il ne divulguait pas des informations, car il serait répertorié comme terroriste dans les bases de données des services de renseignement internationaux. Le rapport indique également que la police l'a interrogé de manière illégitime au sujet de conversations légalement privilégiées qu'il avait eues avec son avocat au cours de l'interrogatoire.

L'annexe 7 est "puissante" et "doit donc être utilisée avec précaution", a déclaré l'auteur du rapport, avant de comparer l'utilisation de la législation par la police pour interroger M. Moret à "l'utilisation d'un marteau de forgeron pour casser une noix" : "Il s'agissait d'une enquête sur l'ordre public pour laquelle les pouvoirs antiterroristes n'ont jamais été destinés à être utilisés", note le rapport, qui conclut que "les droits à la liberté d'expression et de protestation sont trop importants dans une démocratie pour permettre que des individus fassent l'objet d'une enquête pour terrorisme potentiel simplement parce qu'ils ont pu être impliqués dans des manifestations qui ont tourné à la violence".

Mais lorsqu'il s'agit de procéder à des détentions politiques, la législation en question n'est pas la seule dans l'arsenal des officiers britanniques.

Le rapport ne fait aucune référence à l'annexe 3, section 4 de la loi britannique de 2019 sur la lutte contre le terrorisme et les frontières, qui a été utilisée pour autoriser la détention de ce journaliste à l'aéroport de Luton, à Londres, en mai dernier. Cette disposition accorde aux autorités des pouvoirs étendus pour fouiller dans les affaires personnelles et professionnelles des dissidents. Selon M. Murray, les policiers britanniques chargés de la lutte contre le terrorisme semblent l'avoir approché en utilisant "la même méthode" que celle qu'ils ont employée à mon égard.

En vertu de la loi de 2019 sur la lutte contre le terrorisme et les frontières, qui a été sévèrement critiquée par les Nations unies, une personne peut être considérée comme étant au service de puissances étrangères "hostiles" sans même le savoir ou en avoir l'intention – ou sans que les puissances en question le sachent. Ce précepte orwellien a été renforcé par la nouvelle loi sur la sécurité nationale de Londres, adoptée en juillet 2023.

Toute personne ayant agité l'État de sécurité nationale britannique et prévoyant de se rendre au Royaume-Uni devrait faire attention à ce qu'elle conserve sur ses appareils. Comme s'en est vanté l'un des interrogateurs d'Ernest Moret, la Grande-Bretagne est "le seul pays où les autorités peuvent télécharger et conserver à jamais des informations provenant d'appareils privés".

The Grayzone17 octobre 2023
Traduit par Arretsurinfo.ch
21 octobre 2023

TICE : la Russie révoque sa ratification



Le 18 octobre 2023 dernier, vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie) en faveur de la révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)

Par Oleg Nesterenko*

Après la suspension par la Fédération de Russie de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III, le 23 février 2023, qui n'a été qu'une suite logique et parfaitement prévisible en vue du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique – aujourd'hui, c'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le cadre du renforcement de sa sécurité nationale.

À la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie) en faveur de la révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le 18 octobre, nul doute dans l'approbation de l'initiative par le Conseil de la Fédération (chambre haute) qui aura lieu ce 25 octobre et de la signature qui suivra par le président Vladimir Poutine et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification.

Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale.

La Fédération de Russie, de même que les Etats-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité, que le TICE deviendrait un instrument juridique international majeur interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide.

Toutefois, un accord étatique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays-signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement, le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans passés, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme du retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré.

Une telle attitude arrogante de l'Etat américain est fondée, avant tout, sur une croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les Etats-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des esclaves et de perpétrer les massacres à grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources.

Malgré la propagande menée par le pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesurée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires.

La non-ratification du TICE par les Etats-Unis, signé en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine, afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité « Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements.

Ce n'est pas depuis le début de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les Etats-Unis d'Amérique mènent une politique du désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II.

En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre, comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires de représailles des cibles stratégiques ennemis.

Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les Etats-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voir ne l'ont jamais signé : l'Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux Etats-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les Etats-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène internationale en vue de l'effondrement imminant de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inéluctable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979.

Dans le cadre de la lutte des Etats-Unis pour sa survie en tant que puissance dominatrice, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'intensifier au degré proportionnel de la diminution de leur suprématie.

Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté des Russes qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérées autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie.

Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajustée en flux tendu entre les parties.

* Oleg Nesterenko Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Kenya's Infamous Police "Death Squads" Will Soon Arrive in Haiti, if Washington Gets its Way



Kenyan police and intelligence officers attending 12 weeks of counter-terrorism training at the FBI Academy in Quantico, Virginia, in 2020 in preparation for a new Joint Terrorism Task Force in Nairobi.

continued from page (9)

in Haiti – massive protests against election irregularities and fuel price hikes, imposed by the International Monetary Fund (IMF), erupted under the banner #Maandamano against President William Ruto. The cost of living has compelled at least one man to self-immolate in protest.

Kenyan police killed 35 protesters in July alone, according to the AP, compelling The UN Human Rights Office to issue a statement that it is "very concerned by the widespread violence, and allegations of unnecessary or disproportionate use of force, including the use of firearms, by police during protests in Kenya."

Kenyan Deputy Inspector General Police Administration Service Noor Gabow, who was shepherded around Port-au-Prince by State Department personnel and U.S. military forces during an August reconnaissance mission, is a graduate of the British government's police training program. He spent five years in UN Missions in Sierra Leone and Bosnia where Kenyan forces stole and sold $100,000 worth of fuel, and frequented a brothel, according to the *Washington Post*.

Gabow is also Acting Mission Management Coordinator at the UN Police Division. He currently leads a paramilitary wing of the Kenyan National Police Service.

According to the Kenyan NGO Missing Voices, in 2022, police killed 130 and disappeared 22 people, and in 2021 they killed 187 and disappeared 32.

Despite Human Rights Watch's documentation of Kenyan forces terrorizing their own population, it blessed plans for the invasion of Haiti.

With its boots already on the ground, U.S. hiding behind the Kenyans in Haiti invasion

Washington has been careful to de-emphasize its role and couch the intervention as a multinational effort to assist the beleaguered Haitian National Police (PNH), but the mission is essentially a U.S. military operation. As I revealed for *Redacted*, U.S. Army Special Forces were deployed to Haiti nearly two months ago in a "train-and-equip"mission. U.S. soldiers will likely accompany the PNH units they train and thus see action.

The U.S.-trained forces will be complemented by personnel from more than a dozen other countries, including Spain, Jamaica, Barbados, Mongolia, Senegal, Guatemala, Peru, Italy, Antigua and Barbuda, Surinam, and the Bahamas. However, Kenya has pledged to provide 1,100 police officers, the bulk of the manpower. Kenyan parliamentarian Nelson Koech boasted that Kenya's contribution will be highly-trained special forces, not traffic cops.

Washington has sought to highlight Kenya's contribution, with its diplomats even branding the deployment as a gesture of Black solidarity. (Kenya's President William Ruto and his then Foreign Minister Alfred Mutua said the deployment was motivated by "Pan-Africanism.")

The Pentagon has been planning a variety of military operations for various scenarios since President Jovenel Moïse's assassination on Jul. 7, 2021. As part of the proxy doctrine described by Antony Blinken as the Biden administration prepared to take office, it avoids direct military interventions and prefers to use secretive military operations and proxy forces.

The Biden administration sought to enlist Kenya only after Jamaica and Canada both declined to lead the mission, and Brazil agreed only to contribute financial support. According to a source close to the PNH, Nairobi was bribed with $50 million to provide personnel.

"Replacing local gangs with a foreign gang"

Matthew Hoh, a former U.S. Marine who worked in the Pentagon and State Department from 2002 to 2008, described the proposal of a UN-sanctioned Kenyan mission as based on the fallacy of counterinsurgency doctrine, which he witnessed during deployments to Afghanistan.

Local groups, even those engaged in criminal activity, he says, "have a constituency that a foreign force does not bring. So you're basically going to be running into this problem of replacing local gangs with a foreign gang and expecting that the population is going to ally themselves with foreigners."

This doctrine has repeatedly failed to achieve its stated intentions.

"Overwhelmingly, and particularly since World War II, we've seen that it has not worked and will make a situation that is already bad for the people of Haiti even worse," Hoh says.

Even if the UN-sanctioned force does manage to beat back the Haitian groups, Hoh warns that they would likely splinter into a patchwork of smaller armed groups that battle each other for territory, citing experiences in Iraq, Afghanistan, and Syria.

"A foreign force that comes in functioning as light infantry to engage in gun battles with these gangs is going to be very nasty and very bloody," he says. "That can lead to fragmentation and a devolving situation."

Even if the Kenyan force is able to defeat the armed groups, he says, civilians will pay the price.

"That bloodletting is going to have a massive effect on the people, because we know that in this type of warfare, civilians are the casualties," Hoh concluded.

Haitian cops also have death squads

The Kenyan death squads will just add those already emerging in Haiti.

Beyond the problems with counterinsurgency strategy, corruption runs rampant to the highest levels of authority. Vitel'homme Innocent, who has emerged over the last year as one of the most dangerous criminals in Haiti as leader of the *Kraze Barye* (Bread down the wall) gang, has publicly stated that he was formerly tied to Andre Michel, a key ally of de facto prime minister Ariel Henry. Michel has denied the connection, a source that worked for months in Haiti's Interior Ministry says Vitel'homme remains close to him and Henry.

As *Haiti Liberté* journalist Kim Ives and I documented in the series *Another Vision: Inside Haiti's Uprising*, a policeman named Vierry murdered and dismembered Jameson Verly, then proceeded to play soccer with his head, simply for being from the neighborhood of Delmas 6. Verly's sister, Guerdy Verly, commented that he was killed in order to "make Barbecue cry"–using the alias of Jimmy Cherizier, the leader of the anti-crime federation the FRG9 Family and Allies.

Policemen and an affiliated gang from Belair also kidnapped, doused with gasoline, and set ablaze Lorbeca Brutus, a Delmas 6 resident, who told her rescuers that she too was targeted because she was from Cherizier's neighborhood.

Despite their brutality, the Kenyans will likely not succeed

Corruption aside, Brookings Institute fellow Vanda Felbab-Brown publicly doubts the MSS's efficacy, noting that half of the force of 1,000 Kenyan police would be devoted to protecting and securing installations and personnel, leaving a 2:1 or 1:1 gang/police balance.

She said that this comparatively small Kenyan force would be further disadvantaged inside Haiti's sprawling slums, describing them as "the most complex urban terrain environment we can imagine."

Beyond that, the multinational force will have little understanding of Haiti's geography, human terrain, intelligence, and will be hampered by an inability to replenish depleted forces over time, she said.



Kenyan Police chief Noor Gabow currently leads a paramilitary wing of the Kenyan National Police Service

Furthermore, she noted that neither the Kenyans nor their backers have presented an exit strategy, and that whatever gains may be made, the PNH is incapable of maintaining control after a Kenyan departure.

"How can this intervention go right?"she concluded on Twitter.

Whatever the case, the MSS will surely increase in size and time deployed. "A recent assessment by Kenyan officials estimated that the project would take three years and require from 10,000 to 20,000 personnel, Mr. [Alfred] Mutua said," reported the Oct. 4 *New York Times*, citing Kenya's recently demoted Foreign Minister.

The MSS is part of Washington's 10 year plan for Haiti

Despite the MSS's unfavorable odds for success, its primary purpose appears to be to set the stage for a long-term U.S. military occupation. Haiti, an historically vanguard nation and target of the U.S. empire, is the test case for a recent piece of legislation called the Global Fragility Act, which is set to become U.S. imperialism's worldwide strategy. The GFA requires Washington to design plans that last 10 years.

A State Department strategy document explains that "the GFA calls for the United States Government to create a unified United States strategy that is intentional, cross-cutting, and measurable, and harnesses the full spectrum of United States diplomacy, assistance, and engagement over a 10-year horizon to help countries move from fragility to stability and from conflict to peace." It adds that "in certain settings, the United States military can play a critical role in facilitating basic public order, responding to immediate needs of the population, and building the capacity of foreign security forces," and that "the United States military will enhance its ability to support this Strategy through small-footprint, coordinated, partner-focused activities in line with DoD Policy Directive 3000.05 'Stabilization' and United States national security objectives."

At the very least, in the words of the Council on Foreign Relations, U.S. imperialism's preeminent think-tank, "Haiti needs to become a ward of the United Nations, a revived 'trust territory.'"

With the vague, open-ended nature of the mission, and the incredible challenges of a foreign force waging counterinsurgency inside complex urban terrain, it is clear that the imminent foreign intervention is Haiti will achieve, at best, a stalemate which fails to dislodge the gangs and achieve its stated goals, or, at worst, a blood-soaked misadventure that would brutalize Haiti's civilian population. Either way, military intervention will only reinforce the deeper social, political and economic crises birthed by decades of U.S. imperialism and which gave rise to the gang phenomenon in the first place and may provide the justification, however lame, for the long-term military occupation that the U.S. seeks.

This article was first published on Dan Cohen's website Uncaptured.substack.com.

La bombe guidée JDAM GBU-32 a été utilisée par Israël pour frapper l'hôpital baptiste Ahli à Gaza



La bombe guidée JDAM GBU-32 a été utilisée par Israël pour frapper l'hôpital baptiste Al-Ahli Arab à Gaza qui a fait des centaines de morts dans la nuit du mardi 17 octobre 2023

Alors que le monde est encore sous le choc de l'horrible massacre perpétré à l'hôpital baptiste Ahli Arab de Gaza par Israël, l'armée israélienne a décidé de lancer une campagne médiatique pour cacher ce qu'il s'est réellement passé.

Après le bombardement de l'hôpital Ahli Arab à Gaza, les camps se rejettent la responsabilité. Israël impute cette frappe au groupe de résistance palestinien, le Jihad islamique, alors que ce dernier a catégoriquement rejeté les allégations de l'armée israélienne et les a qualifiées de «purs mensonges».

Les preuves enregistrées et les vidéos montrant le moment de l'attentat à la bombe contre l'hôpital Ahli Arab prouvent clairement que le massacre qui a eu lieu dans l'hôpital a été perpétré avec l'intervention directe d'Israël et les campagnes médiatiques lancées par l'armée israélienne ne sont rien d'autre qu'une tentative de dissimuler la brutalité et la nature terroriste du régime israélien.

La vidéo montre qu'au même moment où des roquettes sont tirées par la Résistance palestinienne contre les territoires occupés dans la direction opposée à celle où se trouve l'hôpital, un avion de chasse israélien a pris de l'altitude. Cela est intervenu avant la première explosion au sol, suivie d'une seconde, à l'hôpital Ahli Arab. L'avion israélien a utilisé son système de fusée éclairante pour éviter d'être touché par un éventuel missile thermique.

Compte tenu de l'emplacement de ses sites vitaux de la ville de Gaza, les tirs de roquettes de la Résistance palestinienne ont été menés de manière à ne causer aucun dommage aux zones résidentielles de la ville.

Les vidéos montrent clairement qu'au moment des deux explosions, aucune roquette n'a été tirée par la Résistance palestinienne, ce qui réfute complètement la possibilité selon laquelle les roquettes auraient été mal lancées et prouve que l'explosion s'est produite suite à une autre attaque.

Selon une image, le trou provoqué par la roquette ou le missile n'est pas visible dans la zone et sur le parking de l'hôpital, ce qui suggère que l'explosion a eu lieu à une hauteur au-dessus du sol et avec un volume élevé pour causer un maximum de pertes humaines.

Certes, de telles armes ne se trouvent pas entre les mains de la Résistance palestinienne, mais figurent parmi les munitions qui ont récemment été livrées par les États-Unis à Israël pour être utilisées contre les Palestiniens.

Par ailleurs, les images montrent les traces de brûlures sur les toits des voitures courbés vers l'intérieur à cause de l'onde de l'explosion et les dégâts sur le toit des bâtiments, mais aucune destruction des locaux. Cela laisse croire à l'utilisation de bombes explosives aériennes de type GBU made in USA, destinées principalement à causer davantage de pertes humaines.

En sus, Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, a admis dans un message sur son compte X, que les avions de combat du régime avaient bombardé le parking de l'hôpital, mais que le bâtiment de l'hôpital lui-même n'avait subi aucun dommage.

En effet, les déclarations de Hagari confirment pleinement les preuves contenues dans plusieurs vidéos de la déflagration et des secondes qui l'ont précédée, ne laissant aucun doute sur le fait que cette attaque, qui a conduit au massacre de plus de 500 Palestiniens, dont des femmes et des enfants, a été planifiée et menée par Israël.

PresseTv 19 Octobre 2023

Après l'Ukraine, l'Occident perd sa crédibilité face au Sud global sur la Palestine



Le Conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche, Jake Sullivan

Ukraine / Gaza, deux poids deux mesures. La duplicité de l'Occident se dévoile au grand jour. Plus personne dans le Sud global ne croit au discours occidental sur la démocratie, le droit de l'homme et le droit international. Le roi est nu.

« *Les tentatives des États-Unis et leurs alliés qui visent à dépeindre la Russie comme étant un paria mondial ont été discréditées par leur précipitation à soutenir les représailles israéliennes contre le Hamas à Gaza* » a rapporté mercredi le Financial Times, citant plus d'une douzaine de fonctionnaires occidentaux.

Les nations occidentales ont longtemps qualifié le conflit ukrainien d'acte d'agression non-provoquée et ont tenu Moscou pour responsable de la souffrance des civils. Cependant, les mêmes nations, si promptes à condamner la Russie, semblent réticentes à enjoindre Israël à faire preuve de retenue suite à l'incursion meurtrière des militants palestiniens au début du mois. Israël a coupé les vivres et les fournitures essentielles à l'enclave et a soumis ses 3,3 millions de civils palestiniens à des bombardements intenses. « *Nous avons définitivement perdu la bataille auprès du Sud global* » a déclaré un haut diplomate du G7 et de poursuivre : « *Tout le travail que nous avons accompli auprès du Sud global (sur l'Ukraine) a été perdu. Oubliez les règles, oubliez l'ordre mondial, ils ne nous écouteront plus jamais. Ce que nous avions dit sur l'Ukraine doit s'appliquer à Gaza. Sinon, nous perdons toute crédibilité. Les brésiliens, les Sud-Africains, les Indonésiens : pourquoi devraient-il croire ce que nous répétons sur les droits de l'homme ?* » a ajouté le diplomate.

Parallèlement, un responsable d'un pays arabe a souligné le manque flagrant de cohérence chez les Occidentaux : « *Si vous décrivez la coupure de l'eau, de la nourriture et de l'électricité en Ukraine comme un crime de guerre, alors vous devriez dire la même chose à propos de Gaza* ».

Le Conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche, Jake Sullivan, a été interpellé à ce sujet sur CNN. L'animateur, Jack Tapper, a souligné que « *les civils sont des civils, peu importe où ils résident* ». L'officiel a refusé de dire si Washington allait exercer des pressions sur Israël pour autoriser l'acheminement des vivres à Gaza.

Selon le Huffington Post, le Département d'État a demandé la semaine dernière aux diplomates de haut niveau travaillant au Moyen-Orient de bannir de leur langage trois expressions précises concernant le conflit israélo-palestinien *: « désescalade / cessez le feu » ; « fin de la violence / effusion de sang » et « restauration du calme »*.

Cette semaine, un projet de résolution proposé par la Russie, dénonçant la violence contre les civiles et appelant à l'instauration d'un cessez-le-feu, a été rejeté par le Conseil de sécurité de l'ONU. Par ailleurs les États-Unis se sont opposés à un autre projet, soumis cette fois par le Brésil, en usant de leur droit de véto, après que 12 membres du Conseil eurent voté "pour". La Russie s'est abstenue suite au refus que son amendement, visant à inclure un appel à une trêve, a été rejeté. A ce propos, l'envoyé de Moscou, Vassily Nebenzia a déclaré à l'adresse des membres du Conseil de sécurité : « *Vous, mes collègues, conviendrez certainement d'une justification formelle utilisant un langage ''équilibré", mais à ce stade, ces tentatives s'avèreront pathétiques. Vous avez fait votre choix.* », a-t-il ajouté.

Russia Today
9 octobre 2023

Panama : Le syndicat appelle à manifester contre le contrat minier



Mobilisation du Syndicat unique des travailleurs de la construction (Suntracs) du Panama

Suntracs exhorte les autres organisations à continuer de lutter contre l'accord que l'État panaméen a signé avec la transnationale First Quantum Minerals.

Ce samedi, le Syndicat unique des travailleurs de la construction (Suntracs) du Panama a appelé les secteurs populaires à de nouvelles mobilisations en rejet du Contrat minier, approuvé la veille par l'Assemblée nationale puis par l'Exécutif.

Dans une déclaration, le leader du syndicat, Saúl Méndez, a déclaré que l'organisation continuerait à lutter contre l'accord et a exhorté les groupes syndicaux, étudiants et de la société civile à poursuivre leurs manifestations.

Méndez a souligné que le Contrat minier – qu'il a qualifié de contrat de vente du pays – permet le pillage des ressources naturelles et porte atteinte à la santé humaine et à l'environnement.

Il a déclaré qu'il était temps de descendre dans la rue pour que les gens puissent mettre de l'ordre avant ceux qui étaient enclins à vendre au Panama. Il a ajouté que dans les prochaines heures seront annoncées les actions qui feront partie des nouvelles journées de lutte, qui seront décidées lors du conseil syndical national organisé ce dimanche au siège de Suntracs.

Il a tenu pour responsables de ce qu'il a qualifié d'affront au pays le Conseil des ministres, les 44 députés qui ont voté pour lui ce vendredi, les juges de la Cour suprême de justice qui l'ont soutenu et le président Laurentino Cortizo, qui l'a signé après approbation par le législateur.

Il a comparé le soutien qu'ils ont apporté à l'accord susmentionné avec l'attitude des autorités panaméennes en 1903, lorsqu'elles ont cédé aux États-Unis le canal transocéanique, qui appartenait légitimement au peuple panaméen.

L'approbation du contrat avec la transnationale canadienne First Quantum Minerals a également été rejetée ce samedi par la Centrale nationale des travailleurs du Panama, le Réseau ecclésiastique écologique mésoaméricain-panama et le mouvement Polo Ciudadano.

Dans leurs déclarations, ils ont souligné que les opinions de secteurs importants de la société n'ont pas été prises en compte lors de la signature de l'accord, pointant du doigt les dommages environnementaux, les dommages causés aux communautés et les concessions extraordinaires qu'il fait à l'entreprise étrangère. Certaines d'entre elles sont considérées comme violant la loi et la Constitution et limitant la souveraineté nationale.

Télésur 23 octobre 2023

Etats-Unis : 8 morts et 63 blessés dans un accident de la route causé par un superbrouillard

Le bilan de l'énorme accident de voiture survenu lundi à Houston s'est alourdi à huit morts et 63 blessés en raison d'un superbrouillard résultant de la fumée provenant d'incendies de marais dans le sud de la Louisiane qui est venue s'ajouter à un épais brouillard matinal, entraînant une visibilité extrêmement réduite, a annoncé mardi soir le service météorologique national.

Selon un communiqué de presse de la police de l'Etat, 168 véhicules ont été impliqués dans la série d'accidents qui a conduit à un carambolage de plus d'un kilomètre.

Selon les médias locaux, des témoins ont fait état lundi matin de deux décès dus à un camion-citerne qui se serait encastré sous un camion à 18 roues. Un camion-citerne transportant un liquide dangereux aurait également été déchargé en raison d'un réservoir défectueux.

Le carambolage a provoqué une série d'incendies au cours duquel une douzaine de véhicules a été brûlée.

Xinhua 24 octobre 2023

Des armes occidentales envoyées en Ukraine aux mains du Hamas et du Hezbollah



Le Hamas détient un stock d'armes occidentales qui avaient été livrées à l'Ukraine. On ignore comment elles lui sont parvenues.

L'étude des vidéos du Hamas est sans appel. L'organisation dispose de lance-missiles anti-chars FGM-148 Javelin (de fabrication US) et de NLAW (de fabrication suédoise) et de lance-roquettes AT4 (de fabrication suédoise ou US).

Israël doit s'attendre à de lourdes pertes s'il envoie son armée au sol à Gaza. L'état-major israélien a déjà confirmé qu'un de ses officiers avait été tué par ces armes, lors d'une reconnaissance à Gaza.

Par ailleurs le Hezbollah en a fait usage, à titre préventif, à la frontière libano-israélienne. En août 2021, Newsweek avait révélé qu'un Il-76 avait débarqué à Téhéran une cargaison de 100 millions de dollars d'armes occidentales. On avait cru à l'époque que la Russie fournissait des exemplaires d'armes occidentales à l'Iran afin que son armée les copie. Il se peut qu'elles aient abouties dans les mains du Hamas. Le Pentagone avait démenti. Plus sérieusement, l'armée ukrainienne est si corrompue qu'il est facile de lui acheter des armes. Celles-ci peuvent transiter par la mer Noire, sans aide de la Russie, ni de l'Iran.

Réseau Voltaire
24 octobre 2023

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755



HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

My Caring Plan's local advisors have helped thousands of families with unique needs find senior living. Can you afford 2k a month in rent? We can help for free! 866-989-1812

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Secure your home with Vivint Smart Home technology. Call 866-601-1219 to learn how you can get a professionally installed security system with $0 activation.

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional

« Ceci pourrait être mon dernier reportage de Gaza »


Le journaliste palestinien Tareq S. Hajjaj interviewant une femme

Par Tareq S. Hajjaj*

Chaque fois que je vais sur le terrain pour travailler, j'ai vraiment conscience que c'est comme si je me dirigeais tout droit vers ma propre tombe. Je me glisse d'un coin à l'autre, marchant avec tant de précautions que c'est comme si je représentais une menace mortelle pour quelqu'un. Je ne suis pas un combattant. Je n'ai jamais tenu d'arme ni engagé de combat. Je ne crois pas être une menace pour Israël ou pour qui que ce soit : je suis juste un écrivain qui raconte les histoires des gens. Mais je me trompe. De son point de vue de puissance occupante, je pourrais être plus dangereux pour Israël qu'un combattant.

Les combattants peuvent mourir et leur voyage prendra fin, mais si je meurs en tant qu'écrivain, mes écrits peuvent survivre éternellement. Ils sont destinés à raconter l'histoire de mon peuple. Le pouvoir de l'occupation vient de sa capacité à cacher l'histoire. Notre rôle est de la défendre et de la maintenir, de préserver la vérité sur notre peuple qui a été systématiquement massacré par ses occupants, dont la nation a été effacée parce que le colonisateur a voulu prendre notre terre.

Dans les premiers jours de l'attaque, je suis allé sur le terrain pour faire un reportage. Les endroits où je suis allé étaient toujours les plus sûrs de Gaza, comme l'hôpital al-Shifa dans la ville de Gaza. Je n'ai jamais pensé que les hôpitaux seraient la cible des engins de guerre israéliens. Mais nous y sommes, et Israël a prouvé qu'il ne reculera devant aucun crime à Gaza.

Je me suis rendu dans un petit café à côté de l'hôpital, où était stationné un groupe de journalistes, car il y avait encore du courant et un accès à Internet. Chaque seconde qui passait nous donnait l'impression de vivre en sursis. Nous savions qu'Israël voulait couper Gaza du monde et tuerait ceux qui voulaient montrer au monde les souffrances du peuple et révéler les crimes israéliens.

Nous travaillons avec la peur de la mort. Nous savons que nous sommes des cibles pour Israël. Mais nous remplissons notre devoir.

Je porte ma veste avec le mot « PRESS » gravé dessus comme un bouclier, et je me couvre la tête d'un casque bleu, pensant que cela me protégera, que je serai reconnu comme journaliste et épargné par les missiles israéliens. Mais cela ne me protégera pas. Mes collègues sont tués chaque jour. Les frappes aériennes israéliennes ont abattu dix d'entre eux la semaine dernière, et des dizaines ont été grièvement blessés.

Chaque fois que je reçois des nouvelles, cela me frappe très fort, comme si c'était la première fois. Chaque fois que je fais un pas, j'ai l'impression que c'est le dernier. Je n'arrête pas de prier, demandant à Dieu sa protection – non seulement pour moi-même, mais aussi pour mon fils de 9 mois, afin qu'il ne grandisse pas sans père. J'accepte ma propre souffrance, mais je ne peux pas supporter de le voir souffrir.

Lorsque je me prépare à quitter le domicile et enfile mon gilet PRESS, pour ma famille, c'est comme si j'étais une cible mouvante. Ils essaient de m'empêcher de partir. Ma femme m'amène mon fils. Je sais ce qu'elle fait ; elle veut que je revienne sur ma décision et que je reste à la maison avec eux. Mais je leur dis au revoir et je pars avant de m'effondrer et de pleurer devant eux. Ils ont besoin que je sois fort.

Pour nous tous, ce n'est pas l'au revoir habituel que nous partageons avant mon départ. C'est peut-être le dernier adieu, la dernière fois que je les serre dans mes bras.

Mais ce n'est pas le seul défi auquel je dois faire face ces jours-ci, dans mon travail de journaliste à Gaza. La mort me suit comme une ombre, et la difficulté est de garder mon sang-froid face à toutes les scènes déchirantes que je vois chaque jour, de garder les yeux secs en écoutant les histoires des survivants.

Même ceux qui n'ont pas été tués n'ont pas vraiment survécu. Comment le pourraient-ils, alors que toute leur famille a été tuée ou reste ensevelie sous les décombres ?

À Gaza, à l'heure actuelle, personne n'assure sa sécurité en restant chez soi, tandis que ceux qui vont sur le terrain pour accomplir leurs tâches prennent leur vie entre leurs mains et avancent. Et pour des gens comme moi, cela n'a plus d'importance si nous sommes tués. Nous sommes choisis pour être les messagers des souffrances de notre peuple.

Ce qui me motive, c'est de savoir que ma voix est entendue et aussi le soutien sans faille de mon équipe. Même lorsque je n'arrive pas à écrire et que je ne peux pas parler au téléphone, mes collègues de Mondoweiss traduisent mes pensées en histoires. C'est grâce à eux que ma voix est entendue.

Aujourd'hui je vous informe sur les victimes. Demain, ce sera peut-être moi la victime. Je ne suis pas sûr de pouvoir écrire une autre histoire dans les prochains jours. Je ne suis pas sûr de survivre. Israël a décidé, aux côtés des États-Unis et des pays européens, d'anéantir toute la bande de Gaza. Ils envisagent de faire de nous une fois de plus des réfugiés, et maintenant ils font pression sur l'Égypte pour qu'elle nous accueille. Mais la majorité des habitants de Gaza ont décidé de rester chez eux, même si cela conduit à leur extermination.

Mon message à tous ceux qui lisent ces lignes vise à rappeler que les pays les plus puissants du monde tuent des civils à Gaza. Ne les croyez pas lorsqu'ils parlent des droits de l'homme et de l'humanité. Ils n'ont aucune humanité. Au cours des 17 dernières années, nous les avons suppliés de lever le siège. Ils ne nous ont jamais écoutés. Aujourd'hui, ils se précipitent pour nous tuer.

Gardez mes histoires vivantes pour me garder en vie. Souvenez-vous que je voulais une vie normale, une petite maison pleine du rire de mes enfants et des parfums de la cuisine de ma femme. Souvenez-vous que le monde qui prétendait être le sauveur de l'humanité a participé à la mort d'un si petit rêve.

Souvenez-vous de moi, alors que je me prépare à quitter ce monde par la force, et à rejoindre un monde meilleur – un monde où les États-Unis et Israël n'existent pas.

*Tareq S. Hajjaj est le correspondant de Mondoweiss à Gaza. Il est membre de l'Union des écrivains palestiniens. Il a étudié la littérature anglaise à l'Université Al-Azhar de Gaza. Il a commencé sa carrière dans le journalisme en 2015 comme rédacteur et traducteur pour le journal local Dounia al-Watan. Il a aussi travaillé pour Elbadi, Middle East Eye et Al Monitor. Suivez-le sur Twitter à @Tareqshajjaj

Mondoweiss 15 octobre 2023.
Traduction Chris et Dine
Arrêt sur info 17 octobre 2023

Interview de Tiken Jah Fakoly: « La place de Sarkozy est en prison! »



Le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly

Par Robin Delobel

Star internationale du reggae, le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly se produit ce mercredi au Festival des Libertés à Bruxelles. Connu pour ses textes engagés tels que "Tonton d'America", "Ouvrez les frontières", "Plus rien ne m'étonne", Tiken Jah Fakoly présente son dernier album Braquage de pouvoir. Une occasion de plus pour rendre hommage aux leaders africains tombés en l'honneur de leurs peuples. Nous avons pu l'interviewer à l'occasion de sa tournée européenne qui se poursuit avec quelques dates en France puis au Canada le mois prochain.

Robin Delobel : Vous prenez régulièrement position dans vos chansons contre les guerres et les frontières, avez-vous un mot à nous partager sur ce qui se passe en Palestine ?

Tiken Jah Fakoly: Tout le monde a été surpris de cet évènement, de cette attaque qui a fait beaucoup de victimes. Avant même ma naissance, c'était déjà la guerre dans cette région. Le monde va tellement mal, s'il faut ajouter une crise ouverte entre Israël et la Palestine, ça risque de remuer le monde encore plus. En tant qu'homme de paix, je souhaite que ces évènements s'arrêtent, qu'une solution soit trouvée! Il y a déjà assez de morts. Je souhaite que le calme revienne le plus rapidement possible dans cette région.

Robin Delobel : Vous chantez depuis des années le droit à l'indépendance de l'Afrique et la fin des ingérences. Il y a là aussi un deux poids deux mesures dans le traitement politique et médiatique, comme sur la Palestine.

Tiken Jah Fakoly: Bien sûr! Le problème c'est que ceux qui dirigent ce monde ne sont pas réglos, ils ne jugent pas les choses équitablement ! Je pense que c'est pourquoi le monde va si mal aujourd'hui, le système occidental impose les politiques en fonction de ses humeurs, de ses intérêts.

Prenons l'exemple de la guerre au Mali, ça fait longtemps que ça a commencé. La guerre en Ukraine a vu les armes affluer vers ce pays alors que ces mêmes armes ont été refusées au Mali.

Les peuples sont réveillés, l'information est là, je pense que nous sommes à un tournant très important. Plus personne ne veut se laisser imposer des politiques de l'extérieur. J'espère que la justice et l'égalité mèneront les prises de décision pour ramener la paix tant en Afrique qu'au Proche-Orient.

Robin Delobel : Concernant le Mali, dans une interview à paraître prochainement, Bassekou Kouyate nous disait de venir voir, que ce n'est pas le chaos décrit par les médias. Un peu comme dans votre chanson "Viens voir"…

Tiken Jah Fakoly: Oui et je précise que la guerre, c'est dans le Nord, à trois heures d'avion de Bamako. En effet, il faut venir pour comprendre, comme je le disais dans ma chanson Viens voir (ndlr: «toi qui parles sans savoir »).

Je l'ai toujours dit, quand un pays africain veut son indépendance et la liberté, s'il dit non à l'Occident et que ça fonctionne, les autres pays pourront s'en inspirer. Or, l'Occident considère le Mali et le Burkina comme de mauvais élèves. Et il ne va pas hésiter à attiser le feu, chercher la division. Ce qu'ils attendent, c'est de pouvoir dire « on vous avait dit que ça ne marcherait pas ». Est-ce que nous Africains on doit vivre éternellement sous la coupe des USA, de la France ? Je ne le pense pas!

Après la Deuxième Guerre mondiale, un grand défilé a été organisé pour dire que la France avait gagné la guerre. Mais tout le monde sait que ce n'est pas la France qui a gagné seule cette guerre! Il est important pour un peuple de gagner sa dignité, de se faire respecter. Les Occidentaux doivent apporter un soutien matériel aux pays inquiétés par le djihadisme. Que les actes soient cohérents avec leurs discours. Le G5 Sahel devait être financé par les Occidentaux, mais on n'a rien vu venir. Alors que sur l'Ukraine, les armes sont arrivées par milliers.

Robin Delobel : D'autant plus que ce qui se passe au Mali n'est pas indépendant de la guerre en Libye, impulsée par Sarkozy.

Tiken Jah Fakoly: Totalement, quand on voit Sarko se balader au bras de Carla dans les rues de Paris, nous sommes choqués ! Tout le monde sait que la Libye, sous Khadafi, qui avait beau être un dictateur, était un pays calme en grande majorité, les Libyens vivaient bien. Qui est Sarkozy pour décider à la place des Libyens ? Il a provoqué cette guerre et maintenant le pays est complètement détruit ! Les agissements de l'État français et même d'un seul homme sont immenses pour la Libye, mais aussi les pays voisins. La place de Sarkozy est en prison, tout simplement !

Tout le monde sait que cette guerre était injuste… Khadafi avait anéanti les islamistes de la région, mais le phénomène a empiré après l'intervention de l'Otan. C'est assez gênant que les médias ne mettent pas plus cela en avant.

Robin Delobel : Que pensez-vous des bouleversements récents dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale?

Tiken Jah Fakoly: Je pense qu'il y a une révolte du peuple africain, par rapport aux manipulations des hommes politiques dans nos pays, qui sont trop souvent associés avec l'Occident. Le peuple a compris que nous ne décidons pas dans nos pays et les décisions viennent d'ailleurs. Nous n'avons eu qu'une photocopie de l'indépendance et il faut réclamer la copie originale de 1960. C'est cette réclamation qui est en train d'être faite par ces jeunes au pouvoir, même si cela passe par des coups d'Etat. Avant, c'était des coups d'État de Foccart. Maintenant, les coups d'État sont ceux de la jeunesse africaine.

Excepté le Niger, les récents coups d'État ont été menés par des jeunes venus du ghetto, de la masse. Aujourd'hui, ils sont en train de redonner à l'Afrique sa dignité. Ils sont au pouvoir, mais je pense qu'ils connaissent les peuples. Et s'ils ne font pas ce que veulent les peuples, ils devront partir.

Robin Delobel : La Françafrique, c'est du passé comme le répètent les présidents français à chaque fois?

Tiken Jah Fakoly: Je dirais à travers une métaphore, nous sommes à la fin d'une histoire. Mais c'est un peu comme une histoire d'amour avec une partie qui refuse d'accepter que ça finisse. Les pays qui ne veulent plus de cette histoire ne sont pas anti-français, mais anti-système imposé par la France. Ils ne veulent plus recevoir d'ordres, ils veulent choisir leurs partenaires, ce qui leur a été si souvent refusé. C'est la fin d'une histoire, et il y en a un qui le prend mal. Si la France revient avec respect, en discutant d'égal à égal, alors nous pourrons parler.

Robin Delobel : Un partage du gâteau équitable, c'est tout ce que nous réclamons !

Tiken Jah Fakoly: On a bien vu que la Françafrique, ce n'est pas fini avec les interventions de Macron. On a compris qu'il a toujours ce ton de maitre français qui veut coloniser, ça ne peut pas bien se passer avec cette approche.

Robin Delobel : Quelle est votre vision du futur pour l'Afrique et plus spécifiquement pour la Côte d'Ivoire ?

Tiken Jah Fakoly: Je suis optimiste, c'est un continent qui sort de 400 ans d'esclavage et de colonisation. On a dansé pour les indépendances, on souhaite la liberté, une liberté réelle sans ingérence. L'Afrique c'est le plus grand continent, le plus peuplé prochainement, avec une population jeune et dynamique.

Pour la Côte d'Ivoire, je travaille pour que les Ivoiriens ne se tapent plus dessus, restent unis et pas coalisés selon les religions, les régions, les ethnies. Je chante pour que les Ivoiriens posent des conditions aux hommes politiques, pour qu'il n'y ait plus d'opposants en exil, de candidats empêchés de se présenter. Celui qui arrivera au pouvoir sera obligé de faire ce que veulent les masses. Le pays a été divisé, brisé par les histoires des anciens, Bedie, Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara…

Les différentes ethnies doivent se mettre ensemble, exiger des meilleures conditions de vie. Nous sommes un pays qui a connu la guerre civile, qui a galéré. Le développement peut se faire mieux, même si nous, panafricanistes, ne sommes pas toujours d'accord avec la politique de Ouattara, le pays avance tout de même.

Investig'Action 18 Octobre 2023